



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

SEPTEMBRE 2025

**Portrait économique
de territoire**
Lyon

CHIFFRES CLÉS

522 250

habitants

350 900

emplois totaux

143

emplois pour 100 actifs
ayant un emploi

288 400

emplois salariés
privés hors intérim

80 470

établissements

17 960

établissements de
commerce et de
services

9 490

entreprises
artisanales

13 728

créations
d'entreprise

47 840

demandeurs
d'emploi

13 860

foyers bénéficiaires
du RSA

Caractéristiques de la population 4

Population et solde migratoire 5

Niveau de vie 6

Déplacements domicile-travail 8

CSP des actifs ayant un emploi 10

CSP des emplois au lieu de travail 11

Dynamiques et spécificités économiques 13

Tissu économique : spécificités et évolutions 14

Entreprises et établissements 21

Fonctions économiques 22

Artisanat 24

Commerce 25

Economie sociale et solidaire 28

Création d'entreprises 29

Construction de locaux 30

Consommation d'ENAF 31

Immobilier d'entreprises 32

Sites économiques selon le PLU-H 33

Emissions de gaz à effet de serre 34

Marché du travail et insertion 35

Demandeurs d'emploi 36

Demandeurs d'emploi les plus éloignés
du marché du travail 37

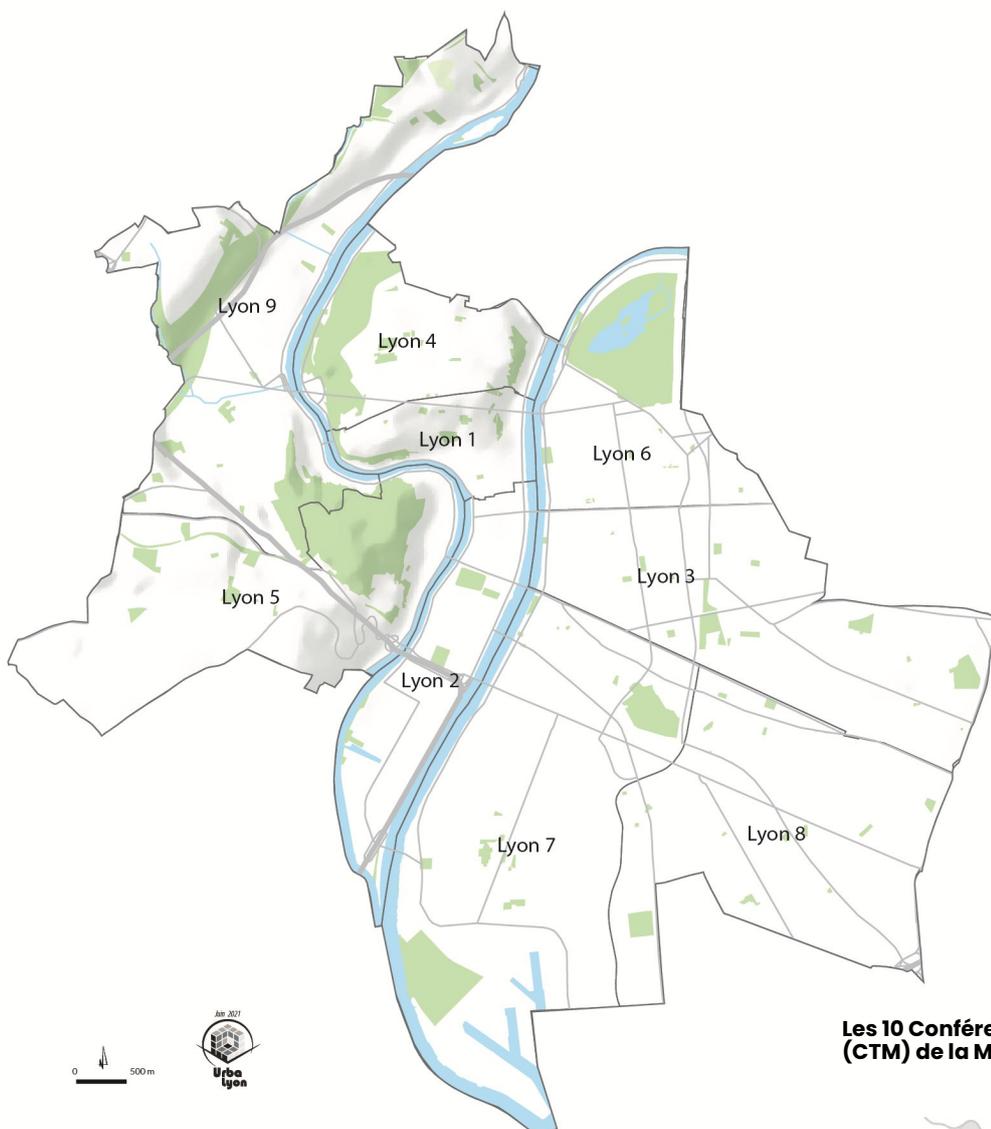
Offre et demandes d'emploi par métier 38

Recrutements 39

Bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité 40

Jeunes accompagnés par les Missions locales 41

Insertion par l'activité économique 42



0 500m



Les 10 Conférences territoriales des maires (CTM) de la Métropole de Lyon



Définitions

Les Conférences territoriales des maires (CTM) de la Métropole de Lyon :

Elles sont au nombre de 10 et regroupent plusieurs communes qui partagent des problématiques et cherchent à y répondre ensemble. Elles sont consultées pour avis lors de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de la Métropole.



Caractéristiques de la population



POPULATION ET SOLDE MIGRATOIRE

Une population à la croissance ralentie par le solde migratoire

Définitions

Solde naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

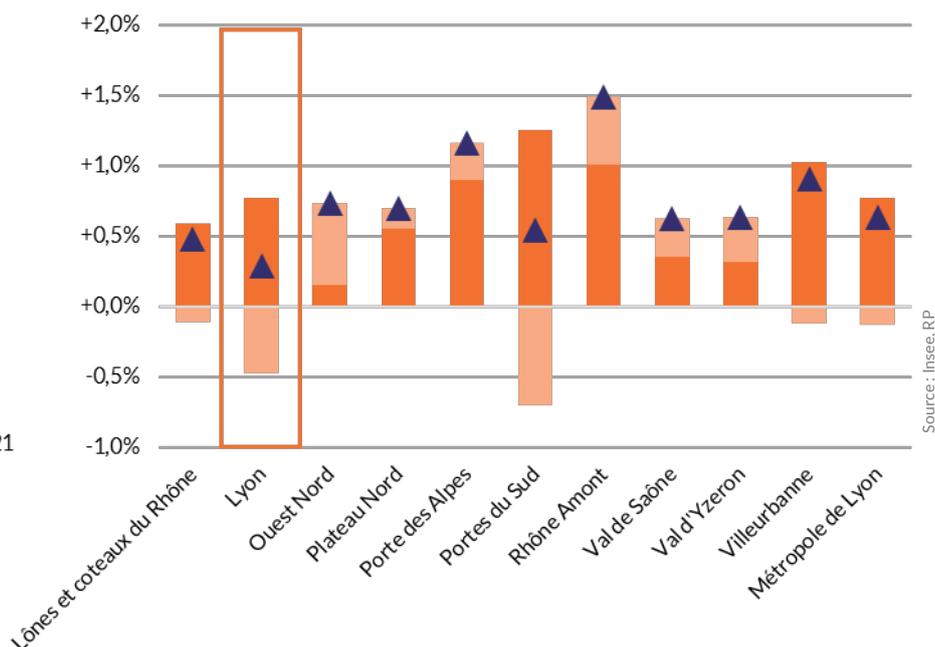
Solde apparent des entrées sorties ou solde migratoire apparent :

différence entre le nombre de personnes entrées sur un territoire donné et le nombre de personnes qui en sont sorties, au cours de la période considérée. Il est obtenu par différence entre la variation totale de la population au cours de la période considérée et le solde naturel.

- ▲ Taux d'évolution annuel moyen 2015-2021
- dû au solde apparent des entrées sorties
- dû au solde naturel

- 522 250 habitants peuplent Lyon en 2021 soit plus du tiers des 1 424 000 habitants de la métropole de Lyon.
- En moyenne, chaque année, la ville gagne 0,3% de population, soit 1 496 habitants. C'est l'une des progressions proportionnellement les moins importantes de la métropole.
- Cette évolution s'explique par un solde naturel positif (+0,8%) mais un solde migratoire négatif (-0,5%), plus faible que la moyenne.

Évolution annuelle moyenne de population par conférence territoriale des maires entre 2015 et 2021 (en %/an)



522 250

habitants

37%

des habitants de la Métropole

+1 496

habitants par an

+0,3%

par an entre 2015 et 2021

dont **+0,8%** de solde naturel

et **-0,5%** de solde migratoire apparent

38 500 personnes habitent dans dix quartiers prioritaires de la ville (QPV 2024) en 2020 soit 7,4% des Lyonnais

- Etats-unis – Langlet Santy situé à cheval sur le 8^e arrondissement de Lyon et Vénissieux est le quartier le plus peuplé avec 16 030 habitants dont 92% résident dans la partie lyonnaise. L'arrondissement regroupe également trois autres QPV que sont Mermoz (2 950 habitants), Moulin à vent (2 160) et Laënnec (1 840).
- Duchère dans le 9^e arrondissement est le 2^e QPV le plus peuplé avec 8 320 habitants ; Gorge de Loup – La Vallonnière (2 380 habitants) et Le Vergoin (1 350) sont également localisés dans le 9^e.
- Moncey dans le 3^e arrondissement accueille 1 870 habitants.
- Cités Sociales Gerland (Lyon 7^e) : 1 690.
- Sœurs Janin dans le 5^e arrondissement est le quartier le moins peuplé avec 1 180 habitants.

A noter que six Quartiers populaires métropolitains (QPM qui succèdent aux Quartiers de veille active, les QVA) se trouvent à Lyon. Les QPM, non reconnus prioritaires par l'Etat, se distinguent par une situation fragile sans atteindre toutefois les difficultés des QPV. Ils sont 26 dans la métropole et font l'objet d'une attention particulière dans une logique de prévention (accent mis notamment sur la mobilisation du droit commun dans ces quartiers).

NIVEAU DE VIE

A Lyon, le revenu disponible médian progresse

Définitions

Niveau de vie ou revenu disponible : revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner (après prélèvement des impôts et versement des prestations sociales). Il comprend le revenu déclaré, les prestations sociales reçues et la prime d'activité. Au total de ces ressources, on déduit les impôts directs.

Unité de consommation : coefficient de pondération attribué à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

- A Lyon, la moitié des ménages ont un revenu disponible supérieur à 2 119 € mensuels. C'est 120 euros de plus qu'en moyenne dans la métropole.
- Ces niveaux de vie médians recouvrent des situations contrastées, variant parfois du simple au double. Ainsi, Lyon 6^e avec 2 754 € et Lyon 2^e avec 2 410 € sont les arrondissements où les foyers ont les revenus disponibles les plus élevés, tandis que ceux des quartiers prioritaires de la ville avoisinent 1 300 €.
- Le taux de pauvreté (16%) est proche de la moyenne métropolitaine (16,9%) ; il varie selon les arrondissements (de 9% à Lyon 6^e à 23% à Lyon 8^e) et dépasse 40% dans deux QPV (Moncey et Sœurs Janin).

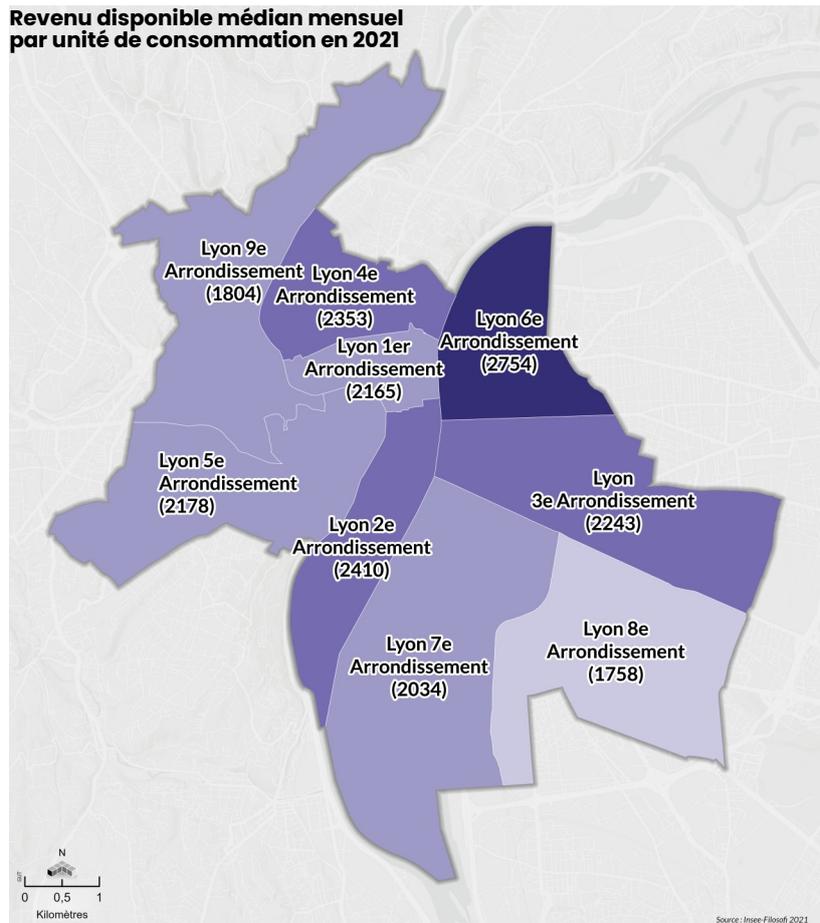
2 119 €/mois/UC
revenu médian dans la CTM

2 754 €/mois/UC
revenu médian max (Lyon 6)

1 758 €/mois/UC
revenu médian min (Lyon 8)

16 %
des habitants vivent
sous le seuil de pauvreté

Revenu disponible médian mensuel par unité de consommation en 2021



Niveau de revenu médian (en €/UC)



LYON
Revenu mensuel médian : 2 119 €/UC



Niveau de vie médian et taux de pauvreté en 2021

	Niveau de vie mensuel	Taux de pauvreté
Lyon 1	2 165	15%
Lyon 2	2 410	12%
Lyon 3	2 243	14%
QPV Moncey	1 333	41%
Lyon 4	2 353	11%
Lyon 5	2 178	13%
QPV Soeurs Janin	1 232	41%
Lyon 6	2 754	9%
Lyon 7	2 034	16%
QPV Cités Sociales Gerland	1 305	37%
Lyon 8	1 758	23%
QPV Moulin A Vent	1 211	43%
QPV Laennec	1 273	40%
QPV Etats-Unis - Langlet Santy	1 274	40%
QPV Mermoz	1 280	40%
Lyon 9	1 804	22%
QPV Gorge de Loup - La Vallonière	1 284	38%
QPV Duchère	1 288	39%
QPV Le Vergoin	1 345	37%
CTM Lyon	2 119	16%
Métropole de Lyon	1 996	16,9%

Source : Insee, FiLoSoFi 2021

Définitions

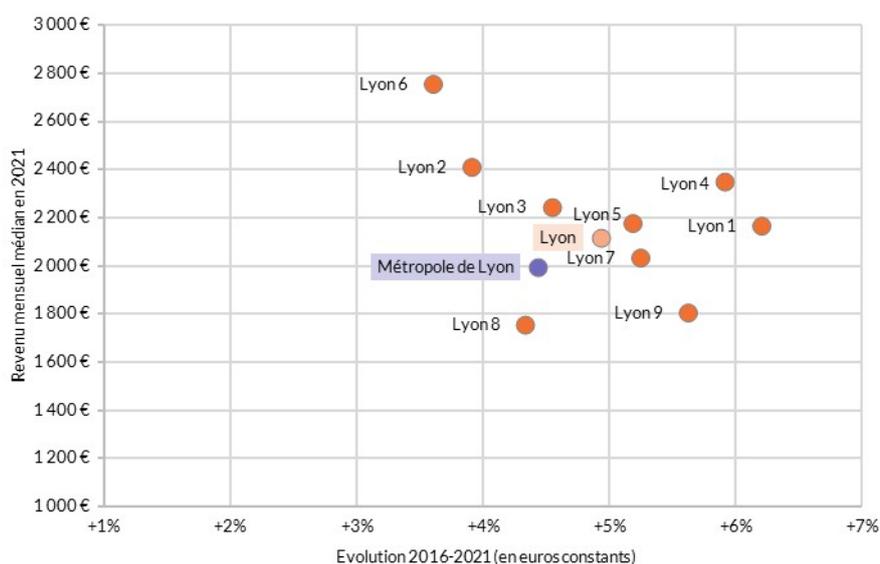
Taux de pauvreté monétaire : il correspond à la proportion de personnes dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil. L'Insee mesure la pauvreté monétaire de manière relative à la situation de la population française. Le seuil de pauvreté correspond, par convention au sein de l'Europe, à 60 % du niveau de vie médian. En 2021, ce seuil s'établit à 1 158 euros pour une personne seule.

QPV (quartier prioritaire de la ville) :

Pour s'adapter à l'évolution des territoires, une actualisation de la géographie prioritaire a été menée dans l'esprit de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de 2014. Depuis le 1er janvier 2024, la Métropole de Lyon compte 43 QPV. Ils doivent respecter des critères de revenu et de population :

- être dans une unité urbaine (UU) de plus de 10 000 habitants ;
- le nombre minimal d'habitants d'un QPV est fixé à 1 000 ;
- le critère de revenu des ménages est défini par le décrochage par rapport aux revenus de l'unité urbaine du QPV et par rapport aux revenus de la France métropolitaine

Niveau de vie médian mensuel en 2021 et évolution 2016-2021 en euros constants



Source : Insee, FiLoSoFi

DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

La voiture représente moins d'un trajet domicile-travail sur trois

Définitions

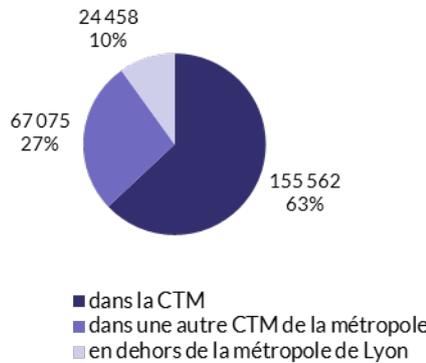
Le nombre d'emplois rapportés aux actifs ayant un emploi est appelé **indicateur de concentration d'emploi**. Il mesure le rapport entre le nombre d'emplois total d'un territoire sur le nombre de résidents qui en ont un. Si l'indicateur est inférieur à 100, le territoire est qualifié de résidentiel.

143
emplois pour 100
actifs

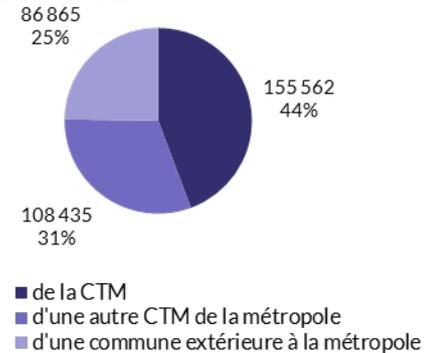
- Confirmant son rôle de ville pourvoyeuse d'emplois, Lyon offre 143 emplois pour 100 actifs en 2021.
- Deux actifs lyonnais sur trois travaillent à Lyon et seuls 10% des actifs lyonnais sortent de la métropole pour aller travailler.
- La distance moyenne parcourue par les actifs lyonnais pour aller travailler (7,6 km) est faible, ce qui permet aux lyonnais d'effectuer ces trajets en modes doux : 12% à pied et 15% à vélo.
- La voiture représente seulement 30% des modes de transports utilisés par les actifs pour leurs trajets domicile-travail, soit 18 points de moins qu'en moyenne dans la métropole (48%).
- Les tendances constatées entre 2010 et 2021 décrivent un fort repli de l'usage de la voiture (-10 points), au profit des deux roues (+7 points) et des transports en commun (+2 points).

63%
des actifs travaillent
dans leur commune
de résidence

Où vont travailler les actifs de la CTM ?



D'où viennent les actifs qui travaillent dans la CTM ?



10%
des actifs de la CTM
travaillent en dehors de
la métropole

Les 10 principales communes de travail des actifs de Lyon (hors Lyon)

Villeurbanne	14 481
Saint-Priest	6 535
Bron	5 912
Vénissieux	5 296
Vaulx-en-Velin	3 413
Ecully	3 077
Limonest	2 382
Caluire-et-Cuire	2 365
Dardilly	1 532
Rillieux-la-Pape	1 417

Les 10 principales communes de résidence des actifs venant travailler à Lyon

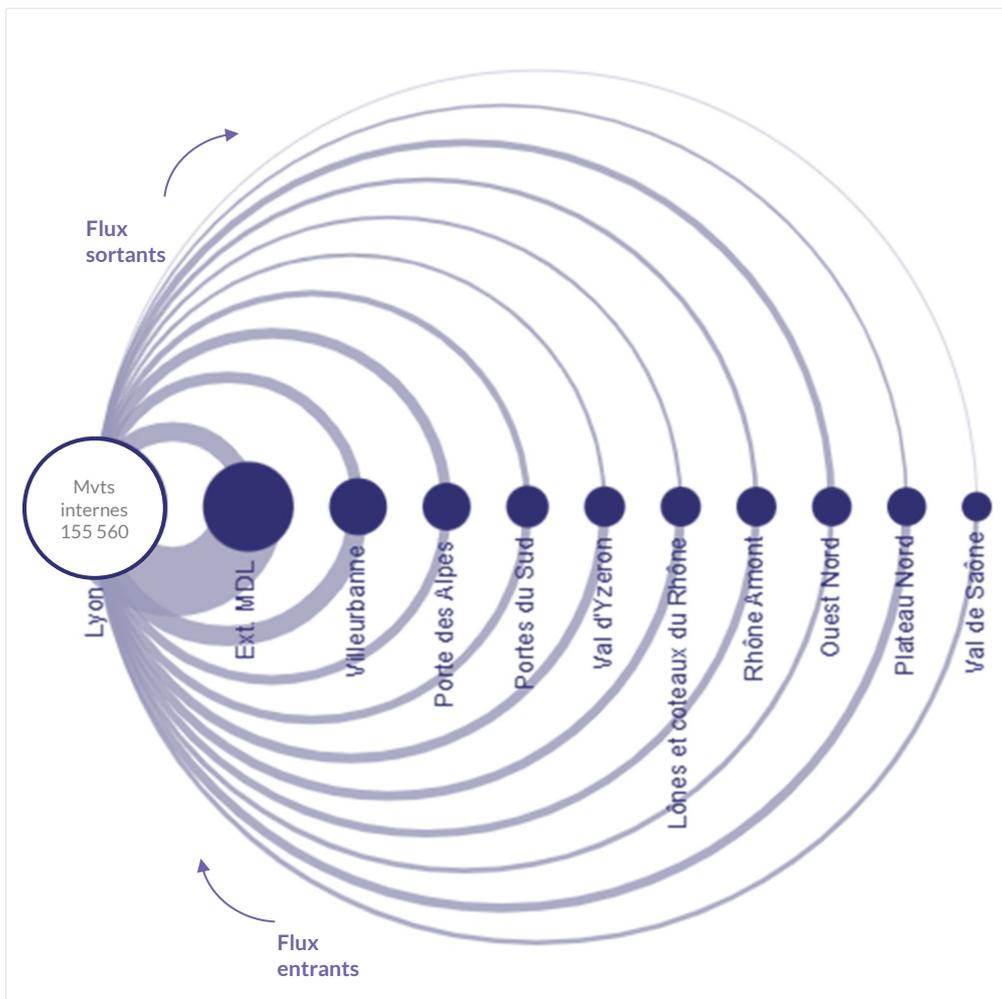
Villeurbanne	25 576
Caluire-et-Cuire	7 933
Vénissieux	7 034
Bron	5 458
Saint-Priest	4 271
Oullins-Pierre-Bénite	4 168
Vaulx-en-Velin	4 138
Tassin-la-Demi-Lune	3 618
Sainte-Foy-lès-Lyon	3 317
Meyszieu	2 946

25%
des emplois sont
occupés par des actifs
habitant en dehors de
la métropole

Flux domicile-travail entre Lyon et les autres CTM et l'extérieur de la métropole de Lyon en 2021

Définitions

Le nombre d'emplois rapportés aux actifs ayant un emploi est appelé **indicateur de concentration d'emploi**. Il mesure le rapport entre le nombre d'emplois total d'un territoire sur le nombre de résidents qui en ont un. Si l'indicateur est inférieur à 100, le territoire est qualifié de résidentiel.

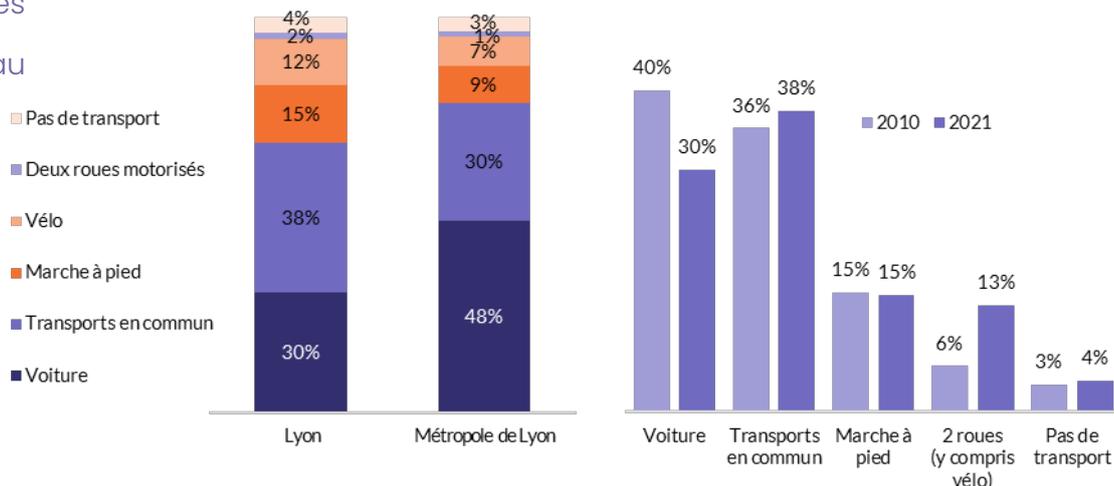


30 %
des déplacements domicile travail s'effectuent en voiture

7,6 km
est la distance moyenne parcourue par les actifs de la CTM pour se rendre au travail

L'épaisseur des traits est proportionnelle aux flux. La taille des pastilles est proportionnelle aux flux cumulés, entrants et sortants. Les territoires sont classés par ordre décroissant de flux cumulés entrants et sortants.

Parts modales des déplacements domicile travail en 2021 et évolutions entre 2010 et 2021 (ensemble des actifs en emploi résidant dans la CTM)



Source : Insee, RP 2021

CSP DES ACTIFS AYANT UN EMPLOI

Une forte présence des CSP à haut niveau de qualification

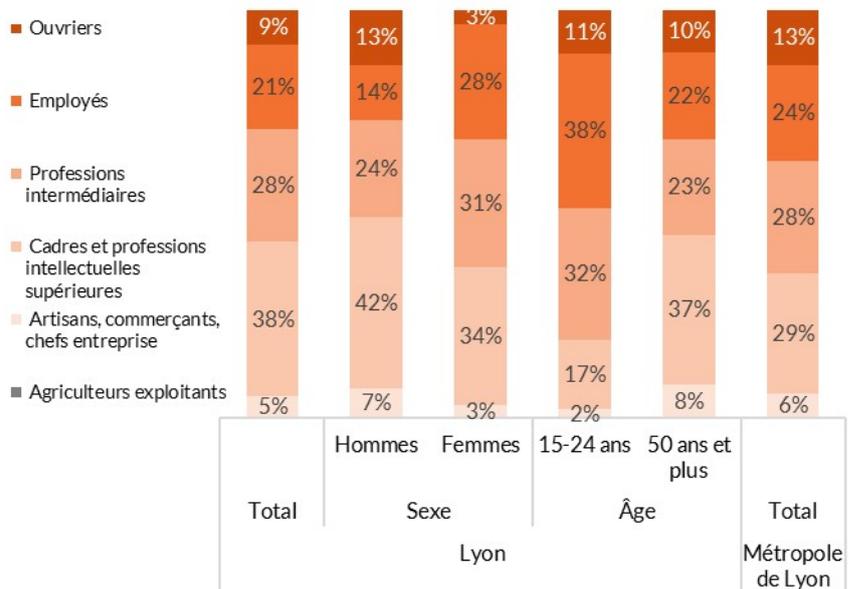
Définitions

La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) 2003 sert à la codification du recensement et des enquêtes que l'Insee réalise auprès des ménages. Elle comporte quatre niveaux d'agrégation emboîtés.

*le taux d'emploi est le rapport entre le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans en emploi et le nombre total de personnes âgées de 15 à 64 ans.

- La structure de professions et catégories socio-professionnelles des actifs lyonnais se fonde sur trois catégories majeures : les cadres et professions intellectuelles, les professions intermédiaires et les employés.
- Les cadres sont très présents parmi les actifs lyonnais avec 38 %, contre 29% en moyenne métropolitaine.
- A l'inverse, la catégorie des employés est moins représentée, particulièrement chez les hommes (14%).
- Comme plusieurs autres territoires, les femmes exercent une plus grande part de professions intermédiaires que la moyenne (31%).

Répartition des actifs de 15 ans et plus ayant un emploi (au lieu de résidence) par PCS selon le sexe et l'âge en 2021



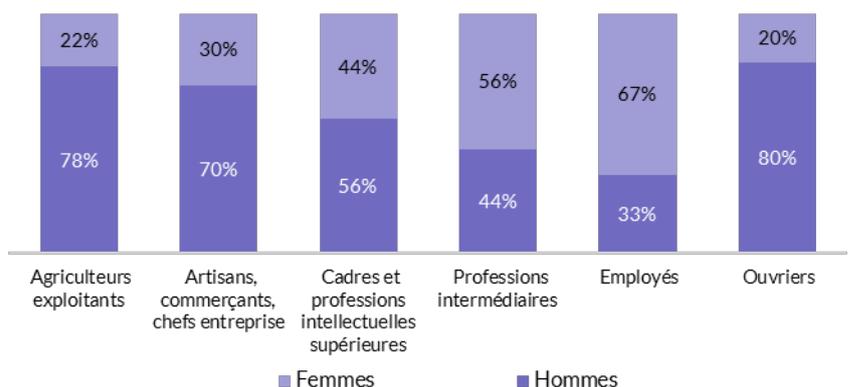
62 %*

des femmes de 15 à 64 ans occupent un emploi

69 %*

des hommes de 15 à 64 ans occupent un emploi

Répartition des actifs de 15 ans et plus ayant un emploi (au lieu de résidence) par PCS selon le sexe 2021



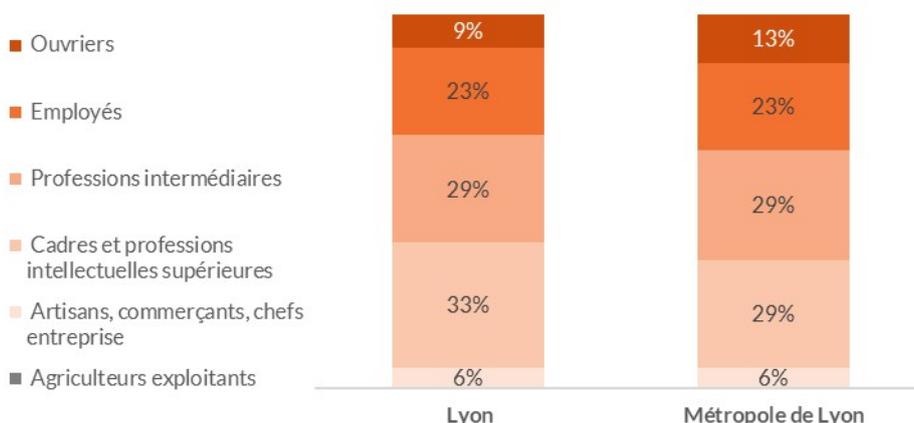


CSP DES EMPLOIS AU LIEU DE TRAVAIL

Les emplois du territoire marqués par une forte part de cadres

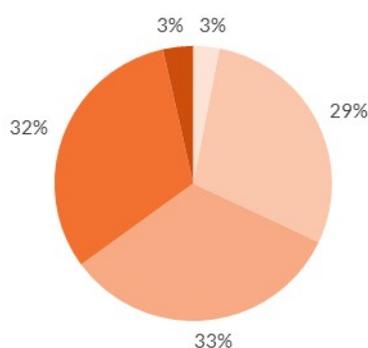
- La part importante des services aux entreprises explique la forte part de cadres (33%) dans les emplois du territoire. C'est une catégorie qui concerne 38% des hommes mais seulement 29% des femmes.
- La faible part de métiers des fonctions productives explique le faible poids des professions d'ouvrier (9%). Cette part est encore plus réduite pour les emplois occupés par des femmes (3%).
- Bien que la structure des actifs ait montré une forte représentation des professions intermédiaires chez les actifs lyonnais, la présence de ces professions dans les emplois situés à Lyon est dans la moyenne métropolitaine (29%).

Répartition des emplois au lieu de travail selon la PCS en 2021

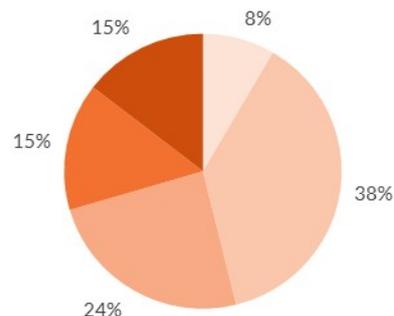


Les emplois occupés par les femmes

- Ouvriers
- Employés
- Professions intermédiaires
- Cadres et professions intellectuelles supérieures
- Artisans, commerçants, chefs entreprise
- Agriculteurs exploitants



Les emplois occupés par les hommes







►

Dynamiques et spécificités économiques

TISSU ÉCONOMIQUE : SPÉCIFICITÉS ET ÉVOLUTION

Le tertiaire porte la croissance de l'économie lyonnaise

288 400
emplois salariés
privés* en 2024

+36 000
+14%
en 5 ans

45% des effectifs salariés privés de la métropole de Lyon

Avec 288 400 emplois salariés en 2024 dans le secteur privé, hors intérim, Lyon accueille 45% des emplois de la métropole de Lyon. Cette part atteint 56% pour les services aux particuliers et 55% pour les services aux entreprises. Lyon s'affirme donc comme le pôle d'emploi central et fortement tertiairisé de la métropole de Lyon.

Plus d'un tiers des effectifs lyonnais se situe dans deux arrondissements : Lyon 3^e (77 380 emplois) et Lyon 7^e (60 500).

Lyon compte également un nombre important d'emplois publics (83 180 emplois), dans les administrations d'Etat, les collectivités locales, les hôpitaux ou l'enseignement.

Une hausse du nombre d'emplois

Entre 2019 et 2024, les effectifs salariés ont enregistré une forte croissance à Lyon dans le secteur privé (+14%), supérieure à celle de la métropole dans son ensemble (+10%) et supérieure à celle des autres CTM, hormis Villeurbanne. Contrairement à d'autres conférences,

Lyon n'a pas connu de diminution d'emploi entre 2023 et 2024.

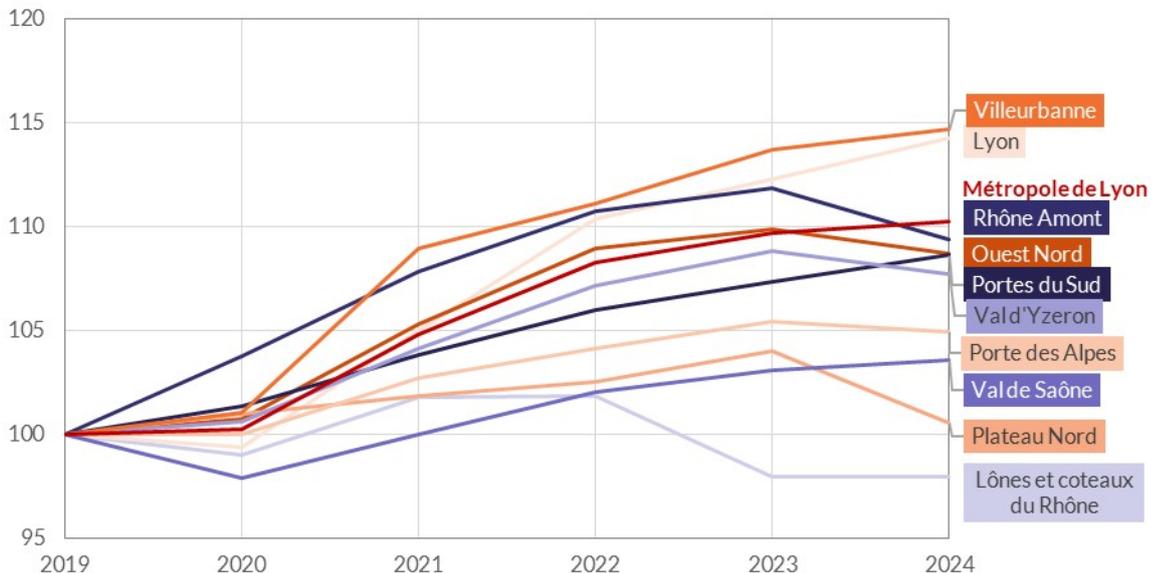
Au sein de Lyon, la hausse est vigoureuse dans les deux arrondissements les plus pourvoyeurs d'emploi : Lyon 3^e (+17%) et Lyon 7^e (28%). Mais elle est également vive à Lyon 1^{er} (+24%), même si elle porte sur un volume d'emplois moins important. A l'inverse, l'emploi dans les arrondissements de Lyon 5^e, Lyon 8^e et Lyon 6^e progresse moins vite (respectivement +2%, +3% et +5%).

Une structure de l'emploi où les services sont prépondérants

Lyon est la CTM où la part des emplois relevant des activités de services aux entreprises et services aux particuliers est la plus élevée. Elle atteint 74% des emplois salariés, contre 60% dans la métropole de Lyon et 67% à Villeurbanne.

Les activités industrielles, de construction, de transport-logistique et de commerce fournissent un quart des emplois situés à Lyon en 2024.

Evolution de l'emploi salarié privé* - base 100 en 2019



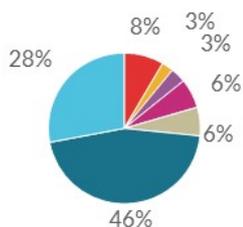
* hors intérim

Source : Urssaf au 31-12

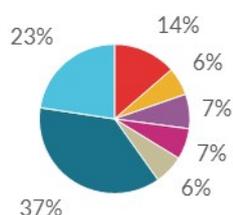
Répartition de l'emploi salarié privé par secteur d'activité au 31.12.24

Emploi salarié privé par grand secteur en 2024

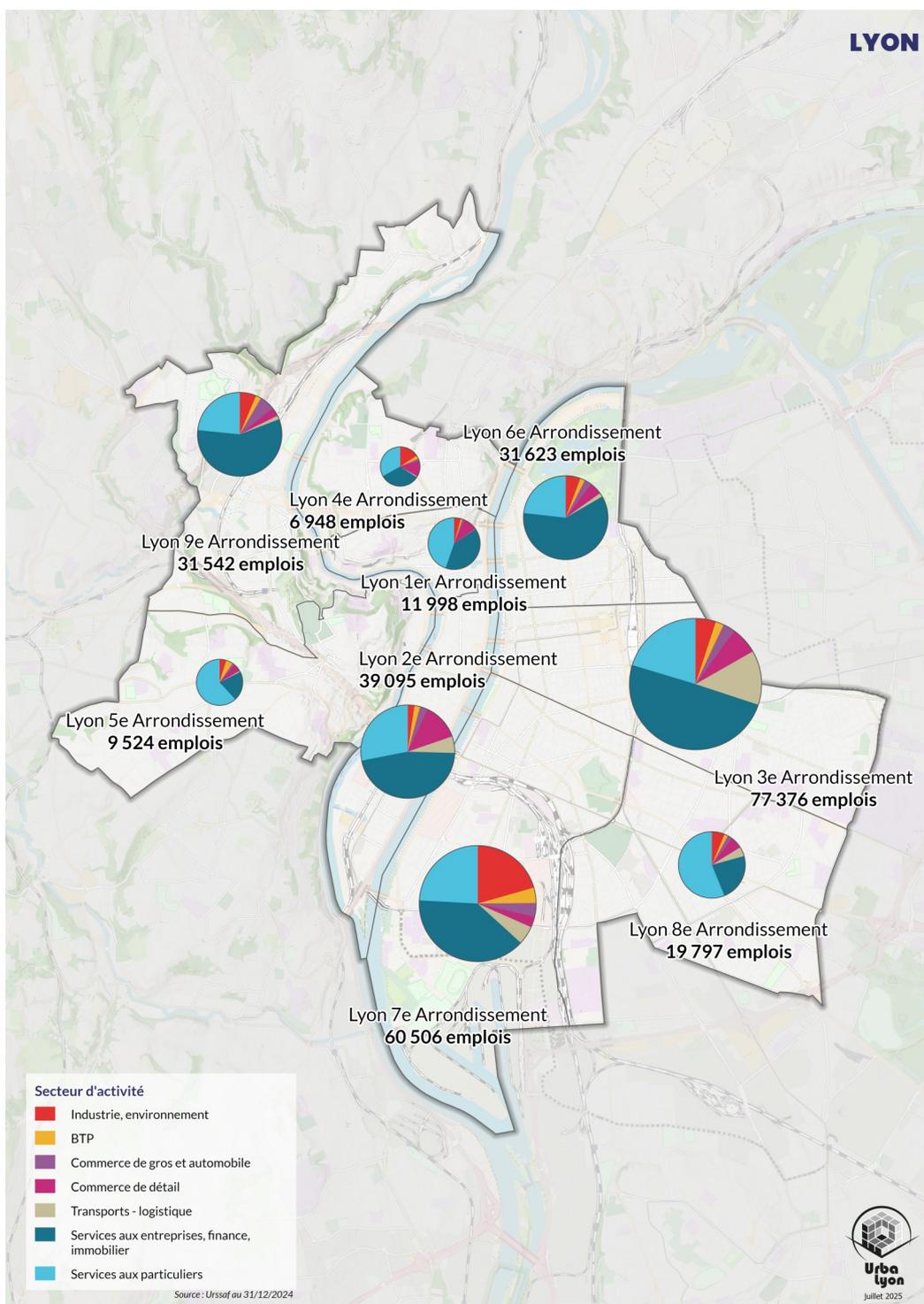
Lyon



Métropole de Lyon



- Industrie, énergie, environnement
- BTP
- Commerce de gros et automobile
- Commerce de détail
- Transports - logistique
- Services aux entreprises, finance, immobilier
- Services aux particuliers



Définitions

Les **services aux entreprises, finance et immobilier** comprennent : l'édition, audiovisuel et diffusion, les télécommunications, les activités informatiques et services d'information, les activités financières et d'assurance, les activités immobilières, les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, la recherche-développement scientifique, les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien.

Les **services aux particuliers** comprennent : l'hébergement et la restauration, l'administration publique, l'enseignement, les activités pour la santé humaine, l'hébergement médico-social et social et l'action sociale sans hébergement, les arts, spectacles et activités récréatives et les autres activités de services.

83 180

emplois publics

Part de l'emploi public dans l'emploi salarié

Lyon



Métropole de Lyon



Source : Insee-Flores au 31-12-2022

Définitions

Les services intellectuels comprennent : les activités juridiques et comptables ; les activités des sièges sociaux et de conseil de gestion ; d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques.

Une concentration d'emplois dans les services aux entreprises

Avec près de 131 000 emplois salariés privés, les services aux entreprises, finance, immobilier représentent 45% des emplois lyonnais. La ville de Lyon concentre à elle seule 56% des emplois métropolitains de services aux entreprises, et notamment les activités tertiaires supérieures. Ce sont en effet des activités qui recherchent centralité et qualité de la desserte pour leurs implantations.

Quatre secteurs se distinguent par leur nombre d'emplois : les services intellectuels, les services informatiques, la finance-assurances et les services administratifs et de soutien. Un autre secteur se distingue par sa forte spécificité, l'immobilier.

Plus de 40 000 emplois dans les services intellectuels

Les services intellectuels représentent à eux seuls 41 170 emplois privés à Lyon. C'est le secteur qui a gagné le plus d'emplois en cinq ans : 9 070 emplois, soit une croissance de 28%.

Lyon accueille une importante concentration d'activités de conseil et d'ingénierie, au service des entreprises et industriels du territoire et d'ailleurs. Les plus grands établissements font partie de groupes disposant d'un réseau d'implantations internationales, dans le conseil (Remote, Amaris/Mantu, Ayming...), l'audit et la comptabilité (E&Y, KPMG, Mazars, PricewaterhouseCoopers...), l'ingénierie (Egis, Ekium, moOngy, Bee Engineering, Altran...). A côté de ces grands établissements dont peu ont leur siège à Lyon, se trouve un dense tissu de petites et moyennes entreprises, en particulier dans l'ingénierie industrielle (Eras, Lombardi Group, itsOn...).

Les services informatiques : la seconde plus forte évolution

Près de 24 000 emplois privés sont enregistrés dans les services informatiques à Lyon en 2024. C'est 5 360 emplois de plus qu'en 2019, soit une progression très forte de 29%.

Les entreprises de services du numérique (ESN) sont les plus nombreuses. Elles apportent des solutions informatiques aux entreprises et les accompagnent dans leur transformation numérique. Comme les sociétés d'ingénierie, elles emploient de nombreux consultants. On trouve à Lyon des établissements des grands ESN nationaux : CGI Lyon, Capgemini Technology Services, Inetum, Thales Services numériques, Hardis Group, Orange Business Services... En 2025, le siège de Solutec a déménagé de Villeurbanne à Lyon 9^e, avec plus de 500 salariés.

Les sociétés de conseil en technologies allient expertise numérique et expertise technologique. Parmi elles, Akkodis I&S, Astek ou Alten.

Les éditeurs de logiciel, plutôt inclus dans le secteur édition-audiovisuel, sont principalement de petite taille, avec un large panel de start-up spécialisées. Parmi les plus grands établissements, souvent spécialisés dans le développement de logiciels comptables, citons Cegid (logiciels de gestion et services cloud), Agicap (logiciels de trésorerie), Indy (comptabilité des indépendants) et fulll (logiciels pour les experts-comptables).

Finance et assurance, une spécificité lyonnaise

Lyon affiche une forte spécificité (1,6) et un important volume d'emplois (près de 22 000 salariés en 2024) dans les activités financières et d'assurance. 70% des emplois de la métropole de Lyon dans ces secteurs sont localisés dans la commune de Lyon, principalement dans les 1^{er}, 2^e, 3^e et 6^e arrondissements.

Les effectifs sont en hausse de 10% en cinq ans, soit 1 910 emplois supplémentaires.

Lyon est un pôle majeur pour les assurances en France, avec un certain nombre de sièges sociaux d'assureurs et de courtiers (Groupama Auvergne-Rhône-Alpes, April Santé Prévoyance, Apicil Santé Prévoyance, Relyens, Alptis, L'Auxiliaire...) et de fonctions supports de grands réseaux nationaux (Axa, Harmonie Mutuelle, Gan, Aesio, Macif...).

Les activités financières sont également bien implantées. Les deux principaux établissements, avec plus de 500 salariés, sont les sièges de LCL et de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes.

Des activités plus opérationnelles au service des entreprises du territoire

Les services administratifs et de soutien comptent 20 210 emplois salariés en 2024, hors intérim (en hausse de 7% entre 2018 et 2023, soit +830 emplois). Ils englobent diverses activités : services de nettoyage (Isor, Clérianse, Linea, GSF Mercure...), services de sécurité privée (BSL Lyon, Triomphe Sécurité...), organisateurs d'événements professionnels (plusieurs filiales de GL Events), centres d'appels, agences d'intérim, etc. Ces activités se trouvent concentrées au sein des grands sites tertiaires lyonnais mais aussi dans le tissu urbain du 6^e ou du 2^e arrondissement de Lyon.

Une forte spécificité dans les activités immobilières

Les activités immobilières ont une forte spécificité à Lyon (1,7). Avec 7 720 emplois en 2024, la commune concentre 76% des effectifs de la métropole de Lyon dans ce secteur. L'évolution en cinq ans est positive : + 6% à Lyon, contre + 3% dans la métropole.

Les plus grands acteurs du secteur sont les principaux bailleurs sociaux dont Grand Lyon Habitat, Lyon métropole Habitat, Alliage Habitat et la SACVL, mais aussi les grandes agences immobilières et régies (Foncia Lyon, Valority...).

L'hôtellerie-restauration reste une force de l'économie lyonnaise

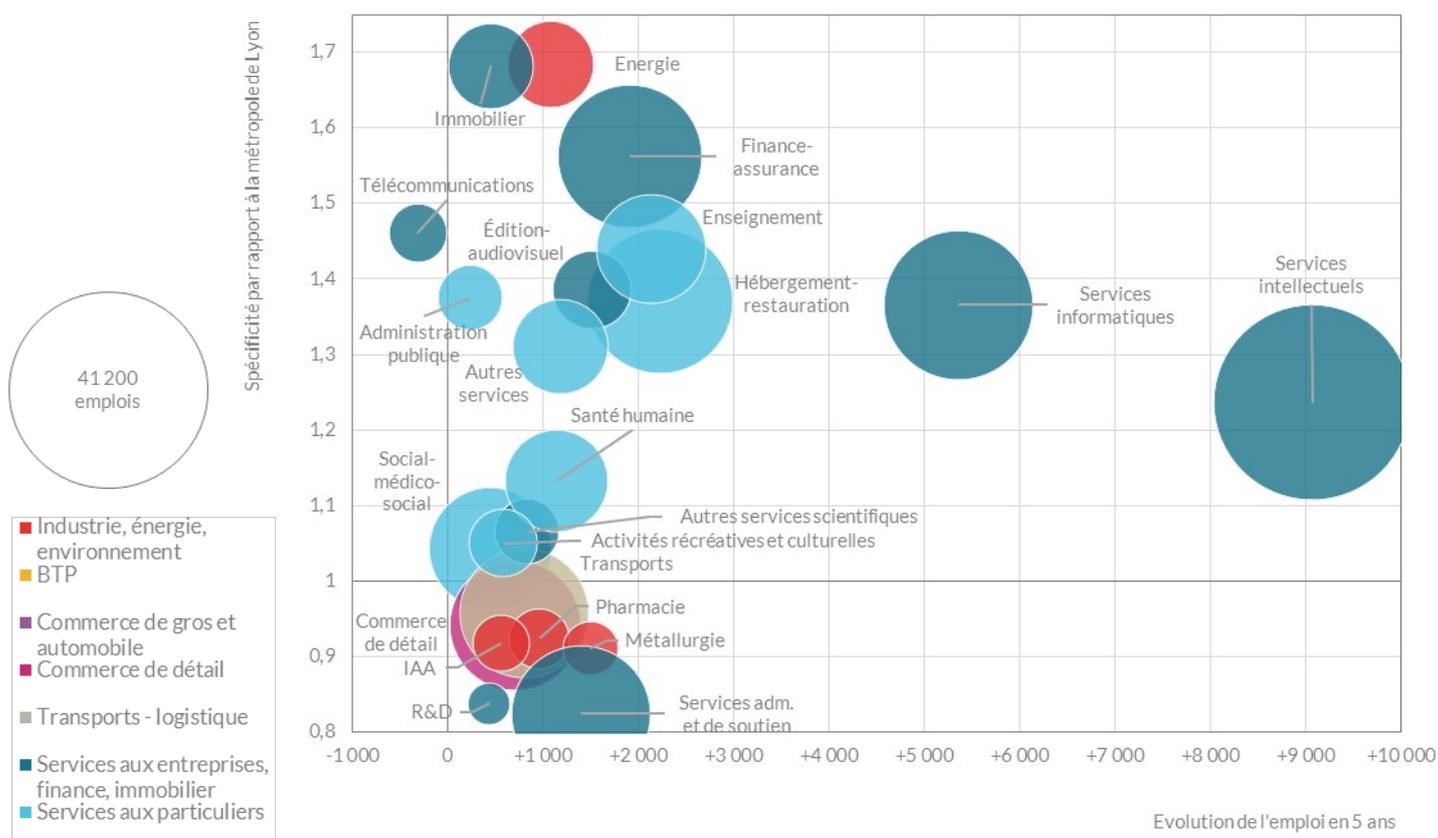
Avec près de 22 500 emplois, les activités d'hébergement et de restauration demeurent une spécificité de l'économie locale. Le secteur est en croissance à Lyon (+11%, soit 2 230 emplois créés en cinq ans). Le secteur,

organisé autour d'un tissu d'établissements de petite et moyenne taille, est composé de plus de 18 200 emplois dans la restauration (81%) et de plus de 4 200 autres dans l'hébergement.

La concentration des activités d'enseignement à Lyon

L'enseignement est une activité très présente à Lyon. Elle se compose d'établissements publics, dont les principaux employeurs sont les trois grandes universités lyonnaises Claude Bernard, Lumière et Jean Moulin, l'ENS de Lyon, l'Ecole nationale des finances publiques ou encore de nombreux lycées. Avec plus de 12 600 emplois salariés privés, en hausse de 20% sur cinq ans (+2 100 emplois), l'enseignement privé et associatif est une spécificité forte de Lyon. Aux côtés des nombreuses écoles et instituts, peuvent être cités parmi les plus grands établissements, l'Université catholique de Lyon et, depuis 2024, l'emlyon business school.

Volume d'emploi des secteurs d'activité en 2024 évolution en 5 ans et spécificité par rapport à la métropole de Lyon



La taille des bulles est proportionnelle à l'emploi, les activités avec peu d'emplois et/ou une faible spécificité ne sont pas représentées.

Définitions

L'indice de spécificité est le rapport entre le poids relatif de l'activité dans la CTM et le même poids relatif dans la métropole de Lyon. Supérieur à 1, l'activité est surreprésentée, inférieur à 1 elle est sous-représentée.

Source : Urssaf au 31-12

Santé et solidarités au cœur de l'économie lyonnaise

Les activités pour la santé humaine représentent plus de 11 000 emplois salariés privés à Lyon, en hausse de 12% sur cinq ans. Parmi les principaux employeurs privés, on retrouve le Centre Léon Bérard, l'hôpital Saint Joseph Saint Luc, l'hôpital Jean Mermoz, le laboratoire Eurofins Biomnis et la Croix Rouge Française. A ces emplois viennent s'ajouter l'ensemble des emplois publics : les Hospices civils de Lyon sont les premiers employeurs publics, avec l'hôpital Edouard Herriot (Lyon 3^e), celui de la Croix Rousse (Lyon 4^e), Pierre Garraud (Lyon 5^e) ou encore le siège administratif. Les activités sociales et médico-sociales emploient près de 15 900 personnes à Lyon. On y retrouve notamment un tissu associatif important (Foyer Notre Dame des Sans Abri, Alged, Maintenir...) et quelques entreprises marchandes (le spécialiste de la garde à domicile Kinougarde, le groupe Korian avec ses Ehpad, ainsi que le secteur de l'aide à domicile).

Les activités des organisations associatives sont d'ailleurs une spécificité de l'économie lyonnaise, avec plus de 6 300 emplois, en hausse de 16% sur cinq ans. Le principal employeur est l'ONG Handicap International, mais on retrouve aussi diverses associations professionnelles, culturelles ou religieuses.

Des fonctions tertiaires de grands comptes industriels et de l'énergie

Lyon compte 24 260 emplois dans l'industrie, l'énergie et l'environnement, en forte progression de 26% entre 2019 et 2024. Un tiers de ces emplois relève du secteur énergétique (7 900 emplois). La ville concentre de nombreuses fonctions tertiaires de grands groupes énergétiques dans les quartiers de la Part-Dieu ou de Gerland, en particulier : Framatome (Lyon 7^e), la CNR (Lyon 4^e), RTE (Lyon 7^e), EDF (Lyon 3^e, 6^e et 7^e), Enedis (Lyon 3^e), ou encore Engie (Lyon 5^e et 7^e). Les effectifs ont progressé de 16% en cinq ans, portés notamment par le développement de l'ingénierie nucléaire.

Dans le domaine industriel, on retrouve la même logique de concentration des fonctions tertiaires de grands groupes. C'est le cas pour la chimie (2 000 emplois, -3% en cinq ans) avec Solvay, Syensqo, Elkem silicones (Lyon 3^e), Bayer (Lyon 9^e) ou Kem One (Lyon 8^e), mais aussi l'industrie agroalimentaire (3 250 emplois, +12%) avec le groupe Panzani (Lyon 3^e).

Aux côtés de ces fonctions tertiaires, Lyon conserve encore un certain nombre d'établissements de fabrication industrielle. L'entreprise Valselve (ex-Velan) à Gerland ou JST

transformateurs dans le 8^e arrondissement comptent parmi les plus grands employeurs. A leurs côtés, c'est tout un tissu d'entreprises artisanales de production qui viennent trouver place dans les parcs d'activités de la ville.

Le biodistrict de Gerland, pôle d'excellence mondial autour de la santé et des sciences de la vie

A Gerland, autour de Lyonbiopôle (pôle de compétitivité santé de rayonnement mondial), gravite une densité d'établissements quasi unique en France. On retrouve notamment l'industrie pharmaceutique (3 660 emplois à Lyon soit +36% en cinq ans) avec des grands comptes comme Sanofi Pasteur, Boehringer Ingelheim, Viatrix santé, Laboratoire Aguettant, ainsi que de nombreuses start-ups dans le domaine de la santé et des sciences de la vie.

27 500 emplois dans le commerce de gros et de détail

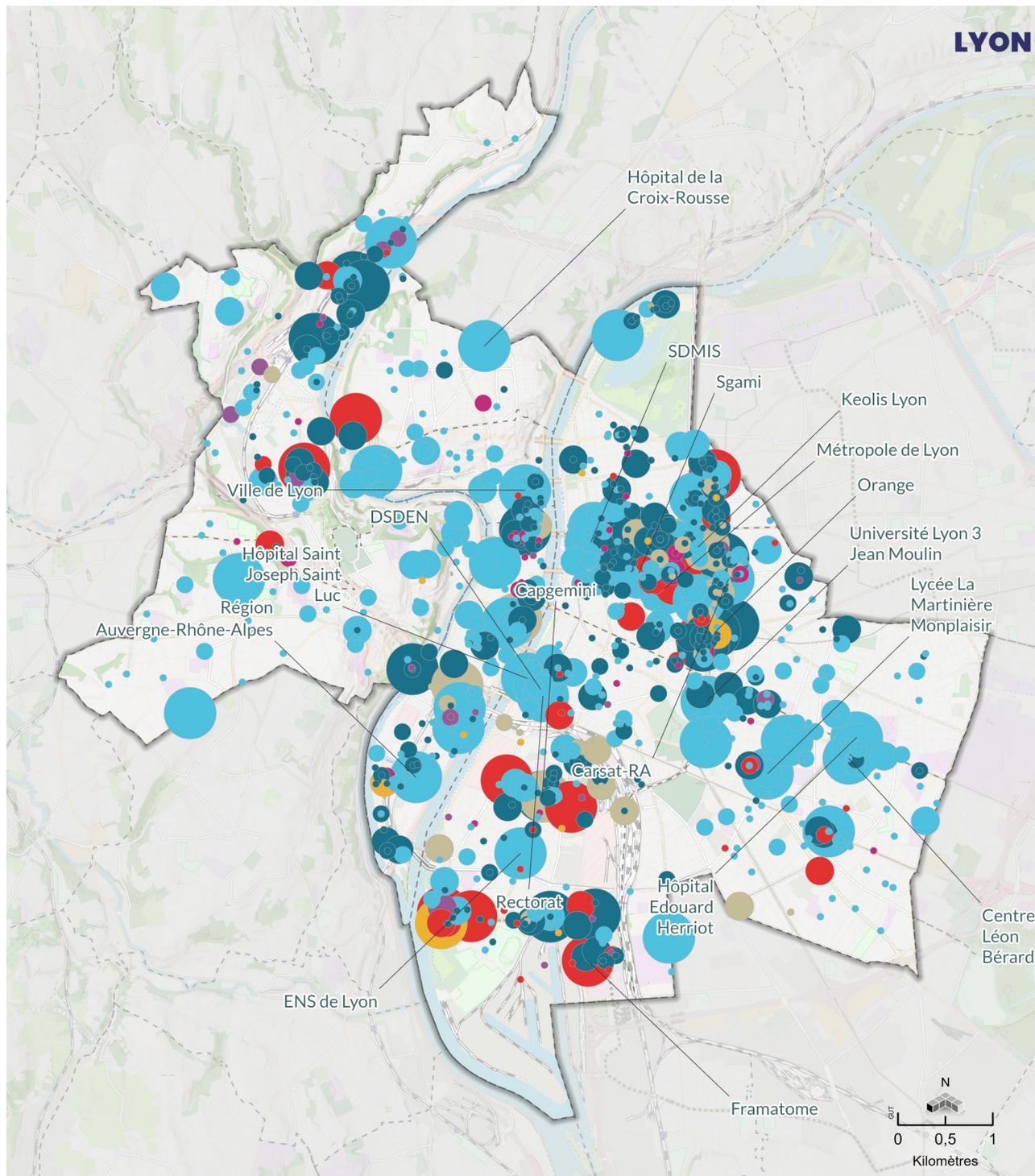
Avec 18 200 emplois dans le commerce de détail (+4% en cinq ans) et 9 350 dans le commerce de gros (+11%), l'emploi commercial au sens large pèse 10% de l'emploi total à Lyon. Si les commerces de détail sont répartis de manière diffuse, on retrouve une certaine concentration des emplois autour des centres commerciaux (Part-Dieu, Confluence) et de certaines polarités (rue de la République, avenue des Frères Lumière...). Concernant le commerce de gros, on retrouve une grande variété de TPE-PME dans des domaines divers.

Transports-logistique et BTP, des secteurs peu spécifiques

Avec 17 700 emplois, le secteur du transport-logistique n'est pas spécifique à l'économie locale. Les activités de transports terrestres fournissent la plupart des emplois (11 430 soit 65% du secteur), notamment via le groupe Keolis et la SNCF.

Avec ses 7 240 emplois, le secteur du BTP est encore moins spécifique à l'économie lyonnaise. Il est surtout composé des activités de travaux de construction spécialisés (4 400 emplois soit 61% du secteur) et de la construction de bâtiments (28%). Le secteur est structuré autour de grands groupes et de leurs filiales présents dans le territoire, comme Bouygues dans le 3^e arrondissement ou Eiffage dans le 2^e. Aux côtés de ces grands acteurs, le secteur est composé aussi d'une multitude de PME et d'artisans, qui conservent une activité dans le centre essentielle, pour répondre aux besoins de proximité des entreprises et des habitants.

Principaux établissements et leur secteur d'activité en 2024



Source : Insee-Sirene janvier 2024

Secteur d'activité

- Industrie, environnement
- BTP
- Commerce de gros et automobile
- Commerce de détail
- Transports - logistique
- Services aux entreprises, finance, immobilier
- Services aux particuliers

Tranche d'effectif

- 50 à 99 salariés
- 100 à 199 salariés
- 200 à 499 salariés
- Plus de 500 salariés

Dénomination des entreprises de plus de 1 000 salariés



Etablissements privés (hors ESS) de plus de 1000 salariés

Etablissement	Arrondissement	Activité	Tranche d'effectif
Keolis Lyon	Lyon 3	Transports urbains et suburbains de voyageurs	2 000-4 999
Orange	Lyon 3	Télécommunications filaires	1 000-1 999
Cappgemini	Lyon 7	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	1 000-1 999
Framatome	Lyon 7	Fabrication de générateurs de vapeur,	1 000-1 999
CNR	Lyon 4	Production d'électricité	500-999
Crédit Lyonnais	Lyon 2	Autres intermédiations monétaires	500-999
Sanofi Pasteur	Lyon 7	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	500-999
Cegid	Lyon 9	Location de terrains et d'autres biens immobiliers	500-999
Boehringer Ingelheim	Lyon 7	Fabrication de préparations pharmaceutiques	500-999
Bayer	Lyon 9	Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques	500-999
Solvay	Lyon 3	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	500-999
Viatrix Santé	Lyon 7	Fabrication de préparations pharmaceutiques	500-999
April	Lyon 3	Activités des agents et courtiers d'assurances	500-999
Hôpital privé Jean Mermoz	Lyon 8	Activités hospitalières	500-999
Cleriance	Lyon 7	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	500-999

Etablissements de l'ESS de plus de 500 salariés

Etablissement	Arrondissement	Activité	Tranche d'effectif
Centre Léon Bérard	Lyon 8	Activités hospitalières	2 000-4 999
Hôpital Saint Joseph Saint Luc	Lyon 7	Activités hospitalières	1 000-1 999
UCLY	Lyon 2	Enseignement supérieur	500-999
CH Saint-Jean de Dieu	Lyon 8	Activités hospitalières	500-999
Caisse d'Epargne	Lyon 3	Autres intermédiations monétaires	500-999
CMCR Les Massues	Lyon 5	Activités hospitalières	500-999
Groupama	Lyon 9	Autres assurances	500-999
Handicap International	Lyon 8	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	500-999
Apicil	Lyon 9	Gestion des retraites complémentaires	500-999

Etablissements publics et parapublics de plus de 2000 salariés

Etablissement	Arrondissement	Activité	Tranche d'effectif
Région Auvergne-Rhône-Alpes	Lyon 2	Administration publique générale	5 000-9 999
Métropole de Lyon	Lyon 3	Administration publique générale	5 000-9 999
Ville de Lyon	Lyon 1	Administration publique générale	5 000-9 999
Hôpital Edouard Herriot	Lyon 3	Activités hospitalières	2 000-4 999
Hôpital de la Croix-Rousse	Lyon 4	Activités hospitalières	2 000-4 999
ENS de Lyon	Lyon 7	Enseignement supérieur	2 000-4 999
Lycée La Martinière Monplaisir	Lyon 8	Enseignement secondaire général	2 000-4 999

Source : Insee fichier Sirene janvier 2024 - En gras établissements principaux et sièges sociaux - Pour les établissements privés entre 500 et 999 salariés seuls les sièges ont été retenus

Entreprises de plus d'1 milliard de chiffre d'affaires

Raison sociale	Arrondissement	Activité	CA (M€)
Sanofi Pasteur	Lyon 7	Fabrication de préparations pharmaceutiques	3 662,0
CNR	Lyon 4	Production d'électricité	3 305,0
Fedex Express	Lyon 7	Messagerie, fret express	1 958,5
Viatrix Santé	Lyon 7	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	1 597,5
Bayer	Lyon 9	Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques	1 291,0
Kem One	Lyon 8	Fabrication de matières plastiques de base	1 118,0

Source : Cap Financials - CA le plus récent 2024, 2023 ou 2022

ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS

Près de la moitié des établissements de la métropole à Lyon

Définitions

Les stocks issus du Système d'information sur la démographie d'entreprises (Side) portent sur les unités légales et les établissements, marchands et productifs, qui ont eu une activité économique effective au cours de l'année.

Le champ sectoriel comprend l'industrie, la construction, le commerce et les services.

- Lyon compte 80 470 établissements, soit 48% de l'ensemble des établissements de la métropole de Lyon.
- 86% d'entre eux sont des sièges sociaux et seulement un quart emploie des salariés (74% n'ont pas de salarié).
- Le territoire compte 108 établissements de plus de 250 salariés, dont 40 de plus de 500.
- Les services aux entreprises et aux particuliers sont surreprésentés parmi les activités exercées par les établissements lyonnais : ils représentent respectivement 48% et 30% des établissements (contre 43% et 27% dans la métropole).

Nombre d'établissements en 2022

	Lyon		Métropole de Lyon	
Nombre total d'établissements	80 470		168 961	
Dont nombre d'établissements principaux (sièges)	69 166	86%	147 337	87%
Etablissements sans salarié	59 334	74%	123 071	73%
De 1 à 9 salariés	16 651	21%	35 504	21%
De 10 à 19 salariés	2 306	3%	5 113	3%
De 20 à 49 salariés	1 359	2%	3 248	2%
De 50 à 99 salariés	489	1%	1 158	1%
De 100 à 249 salariés	223	0,3%	622	0,4%
De 250 à 499 salariés	68	0,08%	162	0,10%
De 500 salariés et plus	40	0,05%	83	0,05%

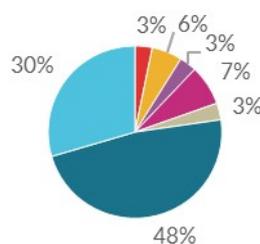
Source : Insee-Side 31-12-2022

80 470
établissements

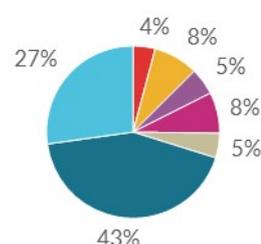
74%
sans salarié

Secteurs d'activité des établissements en 2022

Lyon



Métropole de Lyon



- Industrie, énergie, environnement
- BTP
- Commerce de gros et automobile
- Commerce de détail
- Transports - logistique
- Services aux entreprises, finance, immobilier
- Services aux particuliers

FONCTIONS ÉCONOMIQUES

La croissance de l'emploi portée par les fonctions métropolitaines et présentesielles

Définitions

Mise au point par l'Insee, l'analyse fonctionnelle des emplois complète l'analyse traditionnelle par secteurs d'activité. Quinze fonctions ont été définies selon le métier exercé (CSP) par les actifs. Elles ont été regroupées en quatre grands postes.

Fonctions métropolitaines : gestion, conception-recherche, prestations intellectuelles, commerce interentreprises et culture-loisirs.

Fonctions présentesielles (au service de la population) : distribution, services de proximité, éducation-formation, santé-action sociale et administration publique.

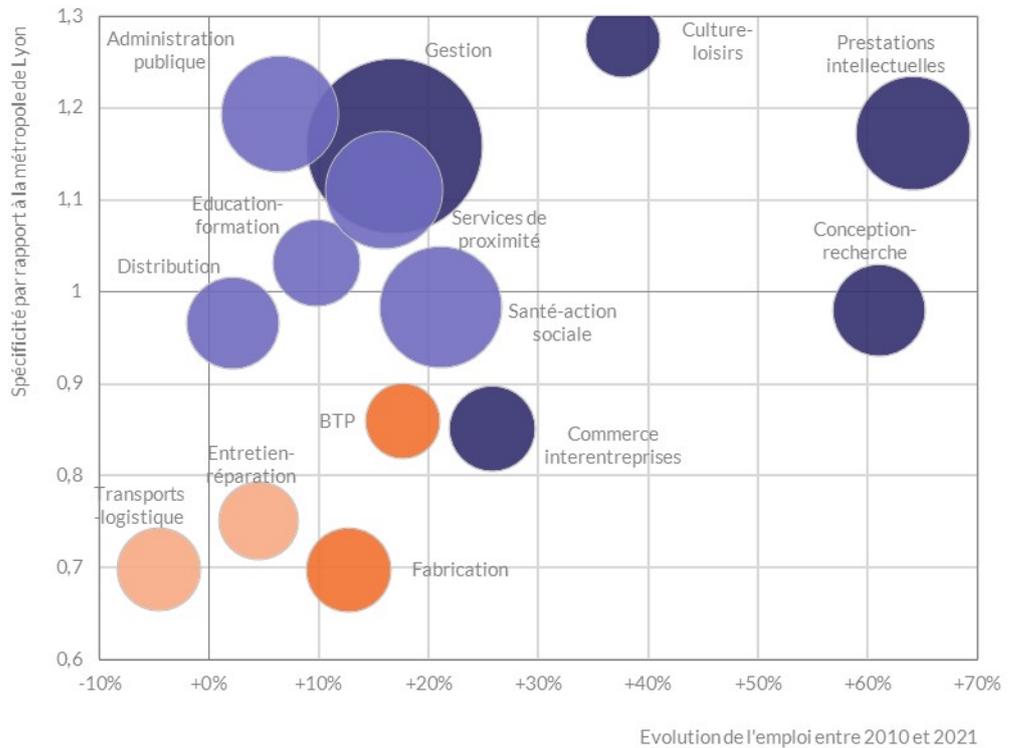
Fonctions de production concrète : agriculture, BTP, fabrication

Fonctions transversales : transport-logistique, entretien-réparation.



- Entre 2010 et 2021, ce sont surtout les fonctions métropolitaines et présentesielles qui ont porté la croissance de l'emploi de Lyon. La plupart sont en croissance (prestations intellectuelles, conception-recherche, culture-loisirs, gestion, commerce interentreprise, services de proximité et santé et action sociale)
- Il est à noter que les fonctions productives que sont celles du BTP, de la fabrication et de l'entretien-réparation sont en croissance également. Seules les fonctions logistiques ont connu un léger repli de l'emploi.
- Les prestations intellectuelles, déjà surreprésentées, ont crû de plus de 60%.

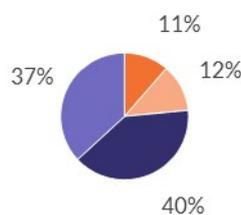
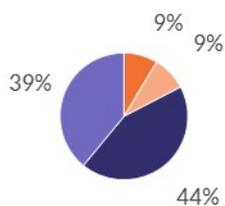
Emploi par fonction en 2021, évolution 2010-2021 et spécificité par rapport à la métropole de Lyon



Répartition de l'emploi total par type de fonction en 2021

Lyon

Métropole de Lyon



- Fonctions de production
- Fonctions transversales
- Fonctions métropolitaines
- Fonctions présentesielles

350 900
emplois totaux en 2021



ARTISANAT

Un tiers des chef.fes d'entreprises artisanales sont des femmes

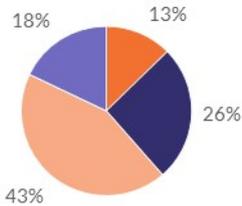
Cette page a été réalisée grâce à la contribution de la CMA du Rhône



Définitions

Le taux d'entreprise artisanal est obtenu en divisant le nombre d'entreprises artisanales par le nombre d'entreprises du territoire.

Le taux de pérennité ou taux de survie des entreprises à 3 ans est la proportion d'entreprises créées (y compris reprises) une année donnée qui ont atteint leur 3ème anniversaire.



- Alimentation
- Bâtiment
- Services
- Fabrication

9 490
entreprises
artisanales

+8%
en trois ans

52%
des entreprises
ont moins de 3
ans

55%
des entreprises créées
il y a 3 ans sont toujours
en activité

32%
des chefs d'entre-
prises sont des
femmes

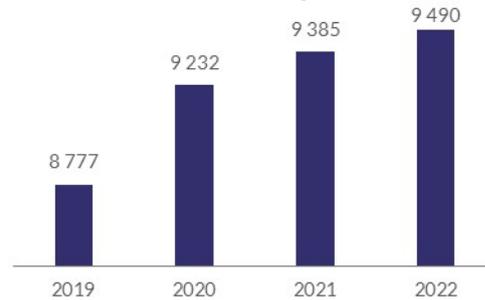
25%
des chefs d'entre-
prises ont plus de
55 ans

- Lyon accueille 31% des entreprises artisanales de la métropole.
- Cependant, avec la CTM Ouest nord, Lyon affiche le taux d'entreprise artisanale le plus faible de la métropole de Lyon (16%, contre 24%).
- Lyon est le territoire qui compte le plus de femmes cheffes d'entreprise. Près d'un tiers des entreprises sont dirigées par des femmes, contre un quart en moyenne dans la métropole.
- Le tissu artisanal lyonnais se caractérise par une surreprésentation des activités de fabrication (18% des entreprises, contre 14% dans la métropole) et d'alimentation (13% contre 9%).

Caractéristiques des entreprises artisanales en 2022

	Lyon	Métropole de Lyon
Nombre d'entreprises artisanales	9 490	30 782
Evolution 2019-2022	+8,1%	+14,1%
Taux d'entreprise artisanale	16%	24%
Part des entreprises individuelles	57%	58%
dont micro-entreprises	47%	49%
Part des sociétés (SARL, EURL, SAS, SASU)	43%	42%

Evolution du nombre d'entreprises 2019-2022



Evolution du nombre d'immatriculations et de radiations 2020-2022

	2020	2021	2022
Immatriculations	1 385	1 720	1 826
Radiations	698	1 220	1 077



OFFRE COMMERCIALE

Une densité de commerces de proximité

Définitions

Le plancher commercial correspond au total des surfaces de vente (y compris la surface des drives solo). Nous avons retenu les commerces alimentaires et non alimentaires (hors automobiles) ayant une surface de vente de plus de 1 000 m².

La densité commerciale est calculée sur la base de ce plancher commercial.

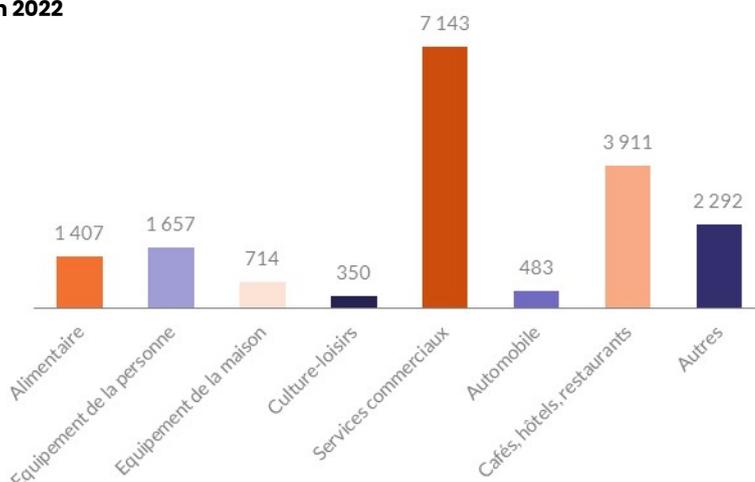
Le nombre de drives correspond aux différents types de drives (solo, adossé ou picking magasin).

Les services commerciaux correspondent aux activités de réparation, de location, de coiffure, de pressing, des agences immobilières, bancaires et d'assurance...

Les autres commerces comprennent la vente à distance, sur les marchés, les commerces de tabac...

- Près de 18 000 établissements de commerce et de services exercent leur activité dans Lyon, soit 48% des établissements de la métropole. Les habitants de Lyon représentant 37% de la population métropolitaine, la densité en nombre de commerces semble relativement élevée.
- Lyon se caractérise par une surreprésentation des cafés, hôtels et restaurants (22% des établissements commerciaux, contre 17% en moyenne dans l'ensemble de la métropole).
- En revanche, avec seulement 66 moyennes et grandes surfaces (+ de 1 000 m²) et un plancher commercial de 148 530 m² sur cette taille d'établissements, la densité commerciale en moyennes et grandes surfaces reste inférieure à la moyenne métropolitaine (284 m² pour 1 000 habitants, contre 492 m² à l'échelle de la métropole). La plupart se situe dans les pôles commerciaux de la Part-Dieu, de la Presqu'île et de Confluence.

Nombre d'établissements du commerce et des services commerciaux en 2022



17 960

établissements de commerce et services

66

moyennes et grandes surfaces > 1000 m² de vente

10

drives

148 530 m²

plancher commercial

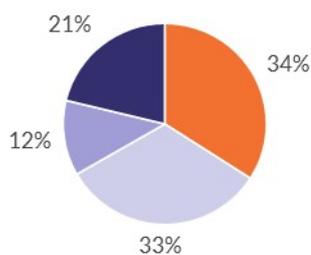
284 m²/1 000 habitants

densité commerciale (Métropole de Lyon : 492)

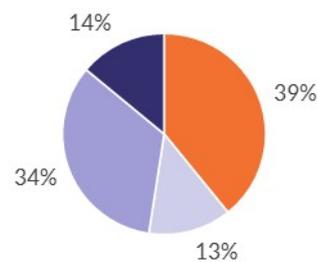
* des moyennes et grandes surfaces

Plancher commercial par type en 2024

Lyon



Métropole de Lyon



■ Alimentaire

■ Equipement de la personne

■ Equipement de la maison

■ Culture, sport, loisirs

COMMERCE

37% du CA généré par des commerces de moins de 300 m²

Cette double page a été réalisée grâce à la contribution de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne



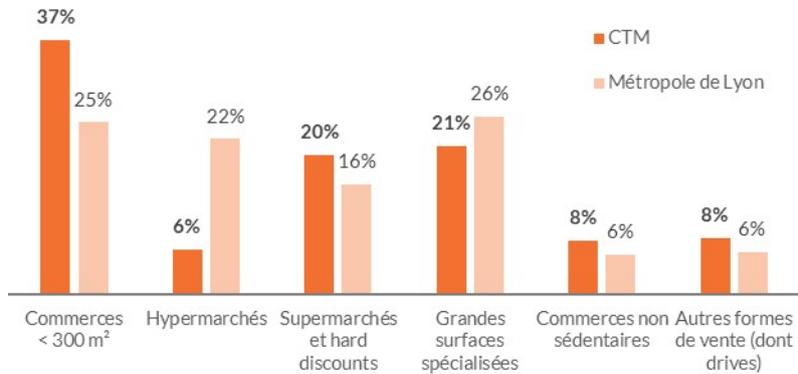
Définitions

Le chiffre d'affaires est reconstitué à partir des dépenses des ménages sur les produits de consommation courante (alimentaire et non-alimentaire, hors automobile, restauration et services).

Les commerces de proximité correspondent aux magasins de moins de 300 m² de vente.

- Les commerces lyonnais représentent 35% du chiffre d'affaires total des commerces de la métropole.
- Si le chiffre d'affaires global est en léger recul (-3%) entre 2017 et 2022, cela masque deux tendances divergentes selon les produits de consommation : une progression de +15% du CA en alimentaire et une baisse de -17% du CA en non alimentaire.
- La caractéristique principale du tissu lyonnais est le poids important des petits commerces (- de 300 m²). Ils représentent 37% du chiffre d'affaires global en 2022 (38% en 2017), contre 25% en moyenne dans la métropole. La catégorie qui a le plus progressé en part de CA est celle des supermarchés qui a gagné 4 points depuis 2017, passant de 14% du CA en 2017 à 18% en 2022.
- Si 89% du CA en alimentaire est assuré par des habitants de Lyon, l'origine est naturellement beaucoup plus diversifiée en non alimentaire, avec les pôles de rayonnement régional de Part-Dieu, Presqu'île et Confluence.

Chiffre d'affaires par forme de vente (2022)



2 760 M€

de chiffre d'affaires (-3% entre 2017 et 2022)

53%

en alimentaire

28%

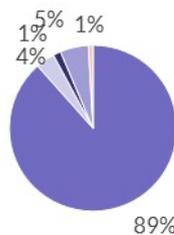
du CA alimentaire réalisé dans les commerces de proximité

35%

du CA de la métropole

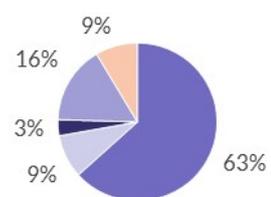
Origine du chiffre d'affaires en 2022

Alimentaire



- Lyon
- Villeurbanne
- Plateau nord
- Reste métropole
- Hors métropole

Non alimentaire



- Lyon
- Villeurbanne
- Val d'Yzeron
- Reste métropole
- Hors métropole



COMMERCE

Faible évasion commerciale et progression de la vente à distance

Définitions

L'évasion correspond à la part des dépenses des produits de consommation courante des ménages résidents effectuée en dehors du territoire.

Les commerces de proximité correspondent aux magasins de moins de 300 m² de vente.

Les grandes surfaces généralistes comprennent les hypermarchés, supermarchés, hard discounts, drives et autres.

- La densité de l'offre lyonnaise explique la faible évasion commerciale. Deux tiers des dépenses des Lyonnais se font à Lyon.
- Si 58% des dépenses en alimentaire se font en hyper- et supermarchés, Lyon se caractérise par un niveau de dépenses élevé dans les commerces de moins de 300 m² (23% des dépenses alimentaires et 28% des dépenses non alimentaires).
- Comme dans l'ensemble de la métropole, le poids de la vente à distance a progressé fortement entre 2017 et 2022. Malgré l'offre en grandes surfaces spécialisées et en commerces de proximité, sa part dans les dépenses a progressé de 11 points sur le non alimentaire entre 2017 et 2022, passant de 11% des dépenses en 2017 à 22% en 2022.

3 225 M€

de dépenses (+7% depuis 2017)

34%

évasion commerciale

11%

des dépenses alimentaires réalisées dans les halles et marchés (stable entre 2017 et 2022)

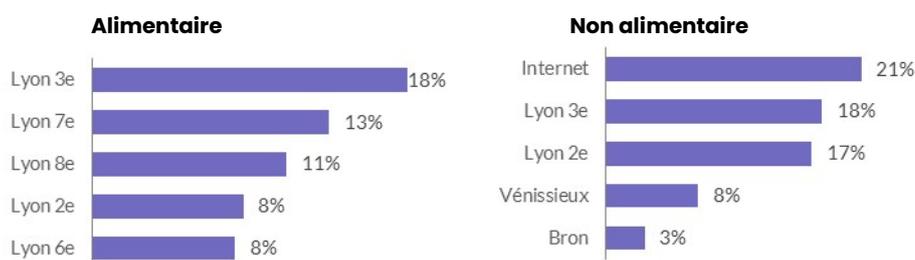
25%

des dépenses réalisées dans les commerces de proximité (-2 points depuis 2017)

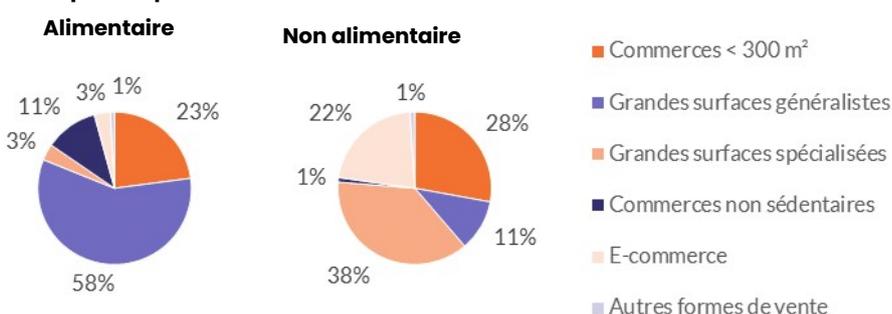
+11 points

évolution des dépenses non alimentaires réalisées à distance

Principaux lieux des dépenses en 2022



Dépenses par forme de vente en 2022



Poids de la vente à distance en 2022 et évolution 2017-2022

	CTM	Métropole de Lyon	Evolution CTM
Alimentaire, droguerie, parfumerie, hygiène	3%	3%	+2 points
Equipement de la personne	21%	21%	+13 points
Mobilier, électroménager et décoration	28%	27%	+13 points
Bricolage, jardinage	6%	6%	+3 points
Culture, loisirs	26%	27%	+11 points
Tous produits	12%	12%	+6 points

Source : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne - Enquêtes consommateurs 2022 et 2017

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

12% des emplois salariés dans l'économie sociale et solidaire

Définitions

L'économie sociale et solidaire (ESS) rassemble des entreprises ayant un fonctionnement collectif et démocratique se fixant un but autre que la seule rentabilité de leurs activités économiques. Les entreprises reconnues par la loi comme appartenant à l'ESS ont des statuts variés : associations, coopératives, mutuelles, fondations, entreprises commerciales dites solidaires ou sociales...

Les statistiques présentées ici correspondent aux quatre familles traditionnelles de l'ESS.

La diffusion des données d'emploi issues de Flores est soumise au secret statistique. Les données concernées sont notées « s » dans le tableau ci-contre.

- L'économie sociale et solidaire emploie 44 100 salariés à Lyon, au sein de 2 824 établissements. La part de l'ESS dans l'emploi salarié est plus élevée à Lyon qu'en moyenne dans la métropole : 12% contre 10%.
- Les emplois de l'ESS sont particulièrement nombreux dans le secteur des arts, spectacles et activités récréatives (les deux tiers des emplois lyonnais y relèvent de l'ESS) et dans l'action sociale (61%).
- Comme dans la métropole, les associations sont largement majoritaires et emploient 78% des salariés de l'ESS.
- Deux tiers des salariés des établissements de l'ESS sont des femmes, à Lyon comme dans la métropole.

Emploi salarié de l'ESS par secteur d'activité au 31-12-2022

	Emploi de l'ESS	Part de l'ESS dans l'emploi	Métropole de Lyon
Industrie, énergie, environnement	39	0%	0%
Construction	46	1%	1%
Commerce	88	0%	0%
Transports	s	s	0%
Hébergement et restauration	381	2%	2%
Activités financières et d'assurance	5 456	26%	27%
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises	3 179	3%	3%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	25 737	20%	21%
dont enseignement	9 686	28%	24%
dont santé humaine	4 575	20%	17%
dont action sociale	10 780	61%	63%
Autres services	9 157	56%	53%
dont arts, spectacles et activités récréatives	3 624	66%	60%
Total	44 101	12%	10%

2 824

établissements

44 100

emplois salariés

12%

de l'ensemble des emplois salariés

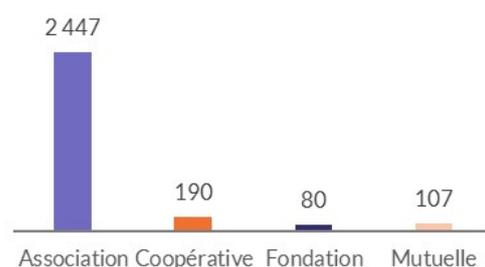
78%

des emplois de l'ESS dans les associations

66%

de salariées femmes

Nombre d'établissements par famille



CRÉATION D'ENTREPRISES

44% des créations portées par des femmes

Définitions

Création d'entreprise

La notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons. Elle correspond à l'un des 3 cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production,
- reprise par l'entrepreneur d'une activité après une interruption de plus d'un an,
- reprise par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise.

Dans le cas des micro-entrepreneurs (ex auto-entrepreneurs), l'Insee ne peut dénombrer des créations au sens du concept européen. Il y a immatriculation dans le répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene), mais on ne sait pas si y aura ou pas un début d'activité.

Certaines immatriculations se traduisent par une vraie création d'activité, d'autres par un démarrage différé, voire jamais réalisé

Taux de création ou taux de renouvellement

Rapport du nombre de créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année. Il exprime le degré de renouvellement du tissu productif.

13 728
créations
d'entreprises

+15%
de créations en
cinq ans

44%
de femmes par-
mi les créateurs
d'entreprise

53%
de « - de 30
ans » parmi les
créateurs
d'entreprise

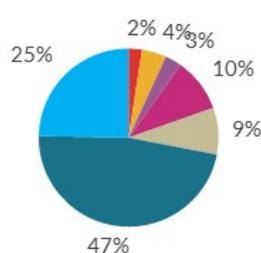
- 13 728 créations d'entreprise ont été enregistrées en 2023 à Lyon, soit 45% des créations effectuées dans la métropole de Lyon. Une large part de ces créations (72%) sont des micro-entreprises.
- Le nombre de créations d'entreprise a augmenté en cinq ans, mais de façon moins rapide à Lyon (+15%) qu'en moyenne dans la métropole (+23%). Comme à l'échelle métropolitaine, une baisse des créations est constatée entre 2022 et 2023.
- Les créateurs lyonnais sont plus souvent des femmes (44% des créations) et des moins de 30 ans (53%).
- Les services aux entreprises et les services aux particuliers sont des secteurs sur-représentés à Lyon par rapport à la moyenne métropolitaine.

Caractéristiques des créations d'entreprises en 2023

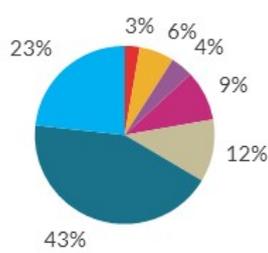
	Lyon	Métropole de Lyon
Nombre de créations	13 728	30 539
Taux de création	19,8%	20,7%
% entreprises individuelles	72%	74%
% micro-entreprises	62%	65%
% créations avec salariés	1,1%	1,1%
% créatrices femmes (entreprises individuelles)	44%	41%
% créateurs des moins de 30 ans (entreprises individuelles)	53%	48%
Evolution 2018 - 2023	+15%	+23%
Evolution 2022 - 2023	-4,5%	-4%

Répartition des créations d'entreprises par secteur d'activité en 2023

Lyon



Métropole de Lyon



- Industrie, énergie, environnement
- BTP
- Commerce de gros et automobile
- Commerce de détail
- Transports - logistique
- Services aux entreprises, finance, immobilier
- Services aux particuliers

CONSTRUCTION DE LOCAUX

Plus des trois quarts des locaux construits sont des bureaux

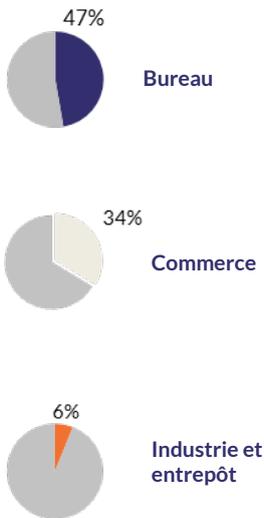
Définitions

La construction de locaux neufs correspond aux mètres carrés des bâtiments commencés (2014-2021 en date réelle, 2022-2023 en date de prise en compte).

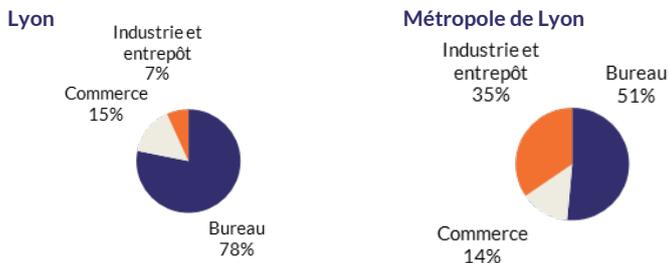
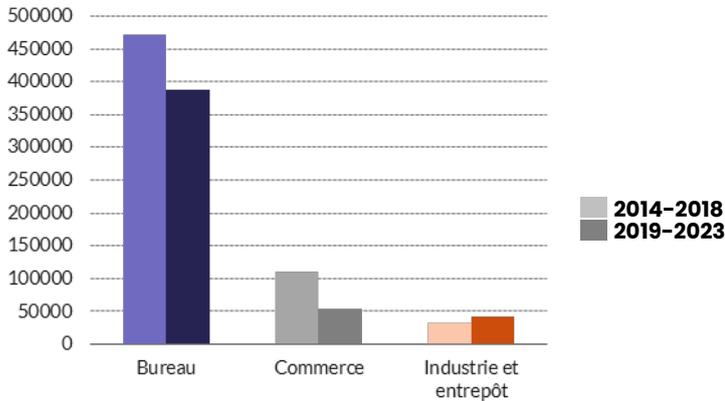
Les locaux artisanaux sont intégrés aux locaux industriels et entrepôts.

- En cohérence avec l'analyse du tissu économique et de l'emploi, la dynamique de construction de locaux à Lyon est dominée par les activités tertiaires. Plus des trois quarts des surfaces de locaux construits depuis 2014 sont des bureaux, soit 859 000 m².
- Lyon représente ainsi 47% des surfaces de bureaux construites dans la métropole en dix ans, mais aussi 34% des surfaces commerciales.
- La dynamique de construction a été plus forte pendant la période 2014-2018 que pendant la période plus récente, pour les bureaux comme pour le commerce.

Part de la construction dans la Métropole de Lyon entre 2014 et 2023



Construction de locaux entre 2014 et 2023 (en m²)



Construction de locaux entre 2014 et 2023 (en m² arrondis)

Territoire	Bureau	Commerce	Industrie et entrepôt
Lyon	859 000	166 000	74 000
Métropole de Lyon	1 816 000	493 000	1 220 000

1 100 000 m²
de locaux commencés
entre 2014 et 2023

Source : SoES-DREAL_Sit@del2

ARTIFICIALISATION – CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Peu d'espaces nouvellement artificialisés

Définitions

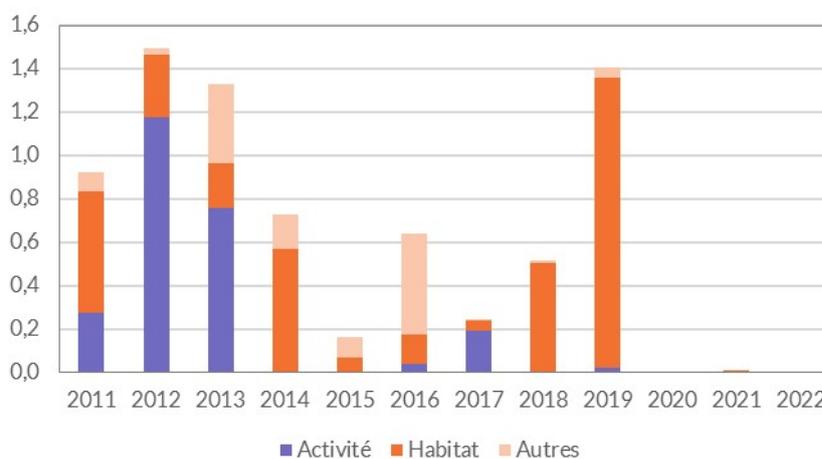
Cette page présente les indicateurs de consommation d'espaces produits pour le portail national de l'artificialisation à partir des fichiers fonciers, à l'échelle communale.

La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) est entendue comme « la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné » (article 194 de la loi Climat et résilience). L'objectif est d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » (ZAN) en 2050, Un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'Enaf sur la décennie 2021-2030 par rapport à la décennie 2011-2020.

La catégorie autres comprend : route, fer, mixte et inconnu

- Sur la période de référence 2011-2020, 7 hectares d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) ont été consommés à Lyon soit 1% de la consommation foncière de la métropole. La consommation a ensuite été quasiment nulle entre 2020 et 2022.
- Sur l'ensemble de la période 2011-2022, la moitié de la consommations foncière à Lyon a été destinée au développement résidentiel et un tiers au développement de l'activité économique.

Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par destination (en hectare)

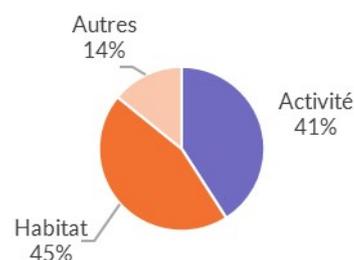
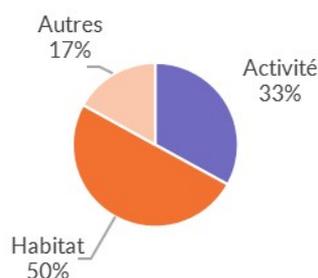


Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par destination entre 2011 et 2022 (en hectare)

Lyon

Métropole de Lyon

7 hectares
d'Enaf
consommés entre
2011 et 2020



IMMOBILIER D'ENTREPRISE

De l'immobilier tertiaire, mais aussi industriel

Cette page a été réalisée grâce à la contribution du Cecim



Définitions

Le parc immobilier d'entreprise correspond aux mètres carrés de surface utile des bâtiments à vocation économique recensés par le Cecim. Les commerces sont exclus de ce recensement.

La demande placée correspond aux transactions réalisées au sein de ces bâtiments.

- Le parc immobilier de Lyon est sans surprise dominé par les bureaux : ils représentent 85% des surfaces du parc lyonnais, soit 4,46 millions de m². A l'échelle de la métropole, 61% des surfaces de bureaux sont situées dans la ville de Lyon.
- Les locaux industriels ne sont cependant pas absents : ils représentent 15% des surfaces du parc lyonnais, soit 815 330 m². Ce chiffre est proche de la CTM Lônes et coteaux du Rhône (818 240 m²) et largement supérieur à d'autres CTM (Ouest Nord, Plateau Nord, Villeurbanne...).
- Le marché des bureaux ne se transforme pas au même rythme que le marché des locaux industriels. Au cours des trois années 2022 à 2024, 950 transactions en bureaux ont été enregistrées à Lyon, soit les deux tiers des transactions réalisées dans la métropole. Les transactions concernant les locaux industriels n'en représentent que 1% (21 transactions).

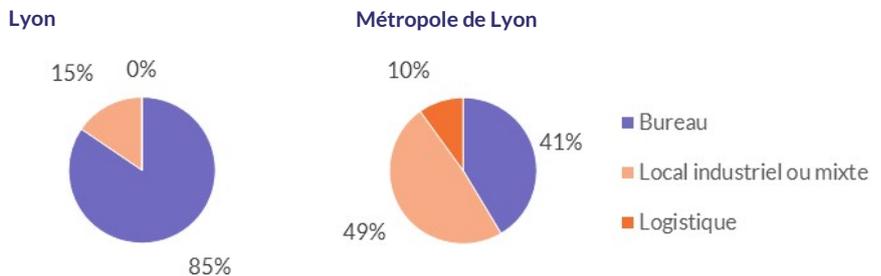
5 271 000 m²

parc immobilier d'entreprise en 2024

30%

de la métropole

Le parc immobilier d'entreprise au 1^{er} janvier 2024
(Répartition de la surface utile selon le type de bien)



Part des transactions dans la métropole (en m²)

67%

bureau

1%

local industriel ou mixte

Demande placée 2022-2024

Bureau

		Nombre de transactions	Prix au m ²	Surface moyenne (en m ²)
Location	Ancien	680	219 €	332
Location	Neuf ou restructuré	133	251 €	1 457
Vente	Ancien	118	4 376 €	274
Vente	Neuf ou restructuré	20	4 813 €	3 582

Local industriel ou mixte

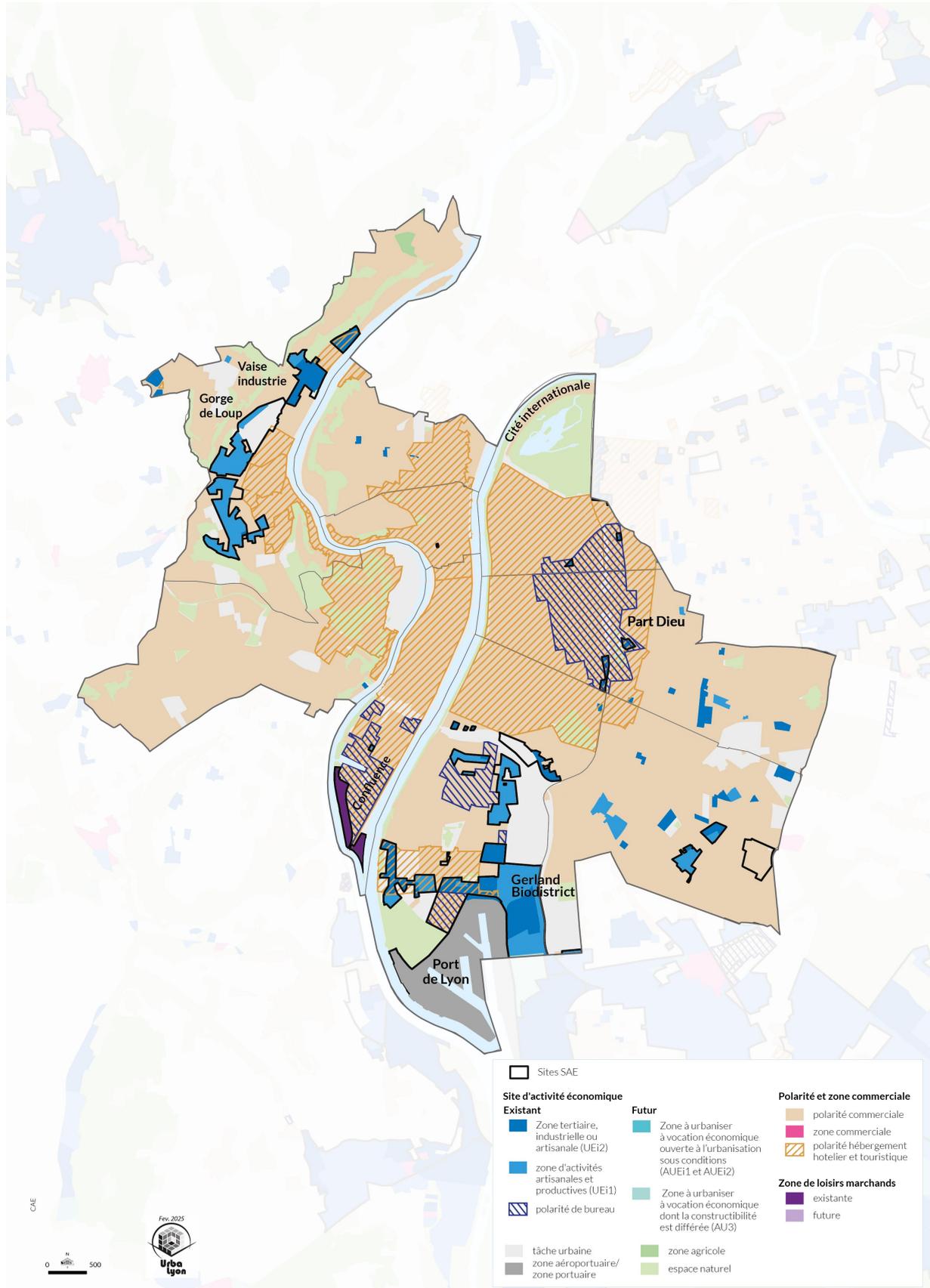
		Nombre de transactions	Prix au m ²	Surface moyenne (en m ²)
Location	Ancien	13	105 €	331
Location	Neuf ou restructuré	1	nc	415
Vente	Ancien	7	1 510 €	430
Vente	Neuf ou restructuré	0	-	-

Source : CecimObs, Observatoire de l'immobilier d'entreprises



SITES D'ACTIVITÉ

Sites économiques selon le PLU-H



C.A.E.

0 500



Source : PLU-H de la métropole de Lyon
février 2025



EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Résidentiel et tertiaire, principales sources de gaz à effet de serre

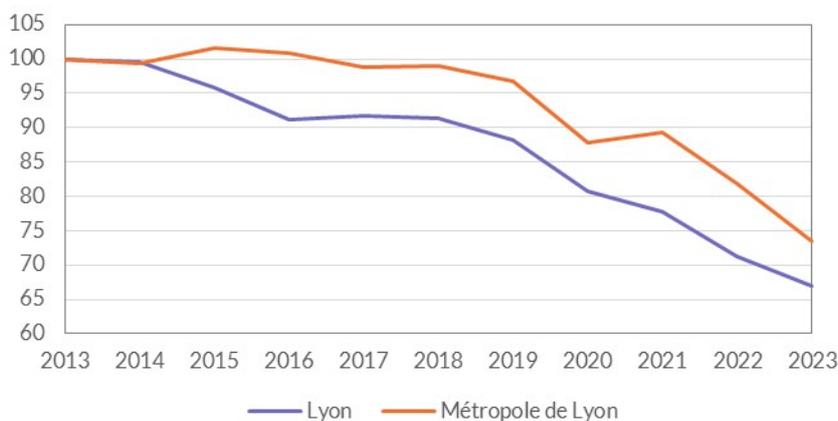
Définitions

Les données des émissions de gaz à effet de serre (GES) sont produites par l'Observatoire régional climat, air, énergie Auvergne-Rhône-Alpes (Orcae). Les GES considérés dans ces émissions sont le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O) et les GES fluorés (hydrofluorocarbure (HFC), perfluorocarbure (PFC), hexafluorure de soufre (SF₆) et trifluorure d'azote (NF₃)).

Unité : kteqCO₂, kilotonne équivalenteCO₂

- Lyon représente 19% des émissions de gaz à effet de serre de la métropole en 2023.
- Comme à Villeurbanne, le secteur résidentiel est le principal émetteur de la commune (34% des émissions lyonnaises, contre 18% à l'échelle métropolitaine). Il est suivi de près par le tertiaire (34%). Les émissions liées au transport routier arrivent en troisième position (21%).
- Les émissions de GES ont fortement diminué à Lyon en dix ans (-33%), plus rapidement qu'à l'échelle de la métropole (-27%).

Evolution des émissions de gaz à effet de serre

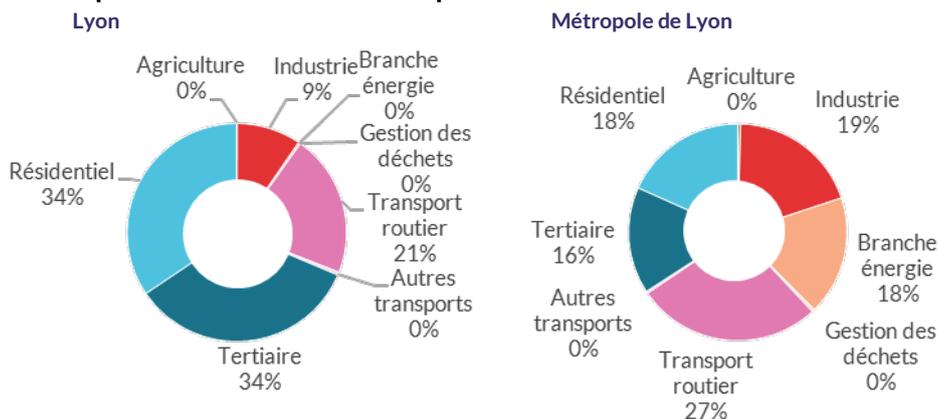


958 kteqCO₂
émissions de GES en 2023

19%
des émissions de la métropole de Lyon

-33%
en 10 ans

Répartition des émissions de GES par secteur en 2023



Source : Orcae



►

Marché du travail et insertion

DEMANDEURS D'EMPLOI

Une hausse parmi les plus fortes observées en 2024

Les pages 36 à 39 ont été réalisées grâce à la contribution de France Travail



Définitions

Les **demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)** sont les personnes inscrites à France Travail ayant une demande en cours au dernier jour du mois. France Travail définit cinq catégories de demandeurs d'emploi dont les :

- catégories A : demandeurs d'emploi sans emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi,

- catégories B et C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois pour les cat. B) ou longue (plus de 78 heures au cours du mois pour les cat. C),

Demandeur d'emploi de longue durée : personne inscrite à Pôle emploi depuis un an et plus

Demandeur d'emploi de très longue durée : personne inscrite à Pôle emploi depuis deux ans et plus

47 840

DEFM de catégories ABC soit 39% des DEFM de la métropole

+5,4%

en un an

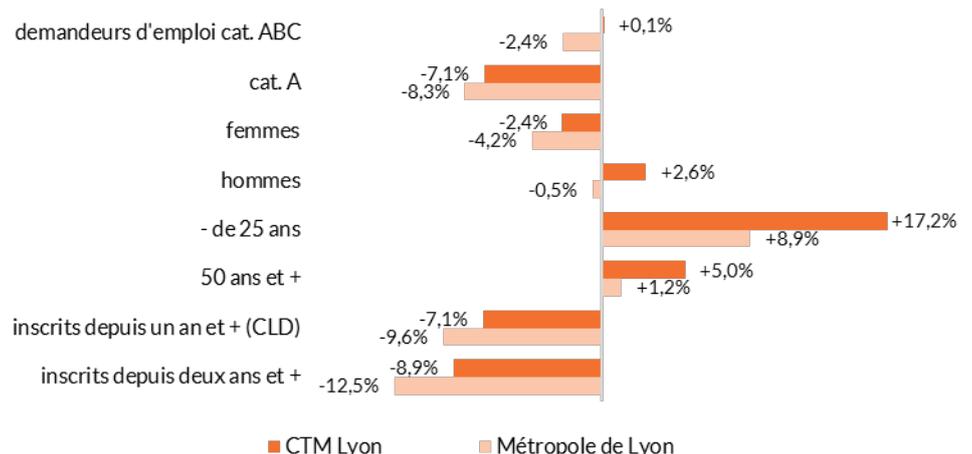
- Lyon compte 47 840 demandeurs d'emploi de catégories ABC fin 2024 (soit 39% des demandeurs d'emploi de la métropole), dont 56% de catégorie A.
- En un an, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 5,4% soit une hausse plus soutenue qu'à l'échelle de la métropole (+3,4%) et parmi les plus élevée des CTM derrière Val de Saône (+6,9%), et devant Ouest Nord (+4,9%).
- La classe d'âge la plus représentée est celle des 25-49 ans (66,7% des demandeurs d'emploi contre 64,3% dans la métropole). Par conséquent, les « moins de 25 ans » sont proportionnellement moins nombreux, de même que les « 50 ans et + ». Avec Villeurbanne, Lyon est la CTM dans laquelle le poids des seniors est le plus faible (20,2% à Villeurbanne et 20,6% à Lyon). Les moins de 25 ans ont connu la plus forte augmentation en un an avec +12,2% (+9,3% dans la métropole).
- En cinq ans, les effectifs de demandeurs d'emploi de catégories ABC sont stables à Lyon (-2,4% dans la métropole). Ils baissent dans sept CTM sur dix et croissent dans deux CTM : Ouest Nord et Val de Saône.

Caractéristiques des demandeurs d'emploi en décembre 2024 et évolution annuelle

	CTM Lyon	Métropole de Lyon	CTM Lyon	Métropole de Lyon
Demandeurs d'emploi cat. ABC	47 838	123 295	+5,4%	+3,4%
dont cat. A*	56,0%	57,7%	+10,1%	+7,4%
dont femmes	48,4%	48,8%	+4,4%	+2,8%
dont - de 25 ans	12,7%	13,1%	+12,2%	+9,3%
dont 50 ans et +	20,6%	22,5%	+2,7%	+1,8%
dont inscrits depuis un an et + (CLD)	40,5%	40,7%	+2,2%	+1,0%
dont inscrits depuis deux ans et +	22,3%	21,9%	+1,9%	-0,7%

* Une évolution dans le formulaire d'actualisation à France Travail entre octobre et novembre 2024 a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C, sans modifier le nombre total de demandeurs d'emploi en catégories ABC.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi par profil entre 2019 et 2024



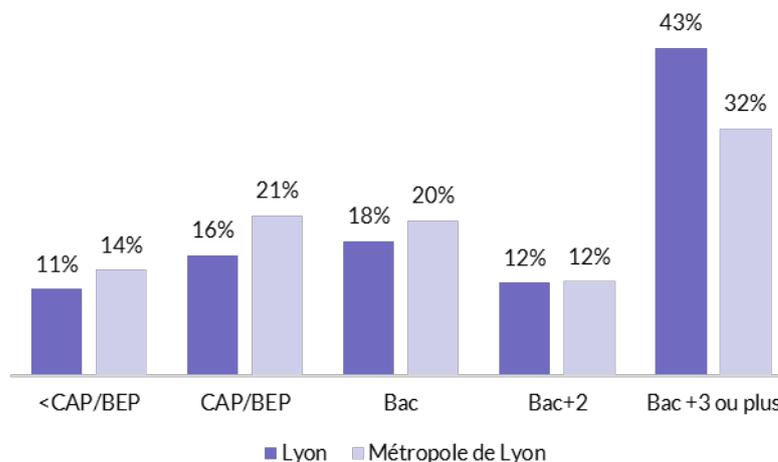
Source : France Travail - données brutes au 31 décembre

NIVEAU DE FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI

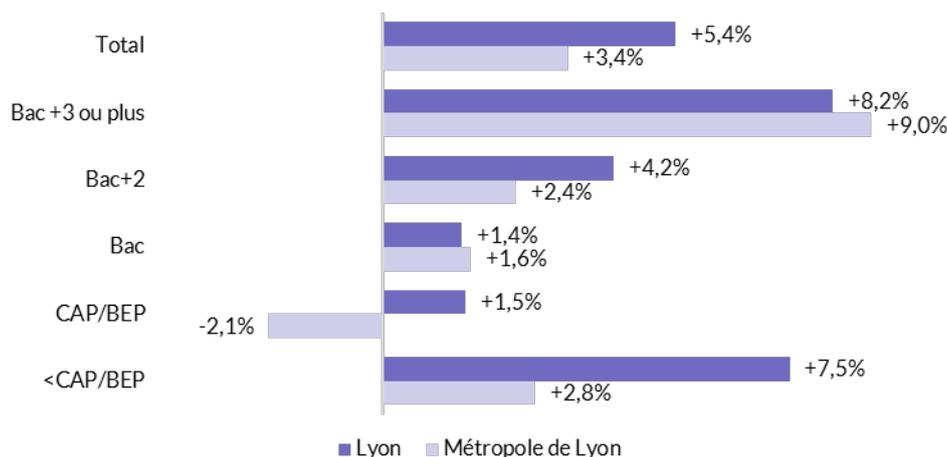
Un demandeur d'emploi sur deux a suivi des études supérieures

- La répartition des demandeurs d'emploi par niveau de formation à Lyon se distingue assez nettement de celle observée globalement dans la métropole de Lyon. Seuls 27% des demandeurs d'emploi de catégories ABC n'ont pas atteint la classe de terminale (baccalauréat général, technologique ou professionnel) alors qu'ils sont 35% dans la métropole. En revanche, 43% ont un niveau Bac+3 ou plus (32% dans la métropole).
- 55% des demandeurs d'emploi ont suivi des études supérieures (44% dans la métropole).
- En un an, deux profils de demandeurs d'emploi ont connu des hausses plus fortes : les « Bac +3 et plus » ont crû de +8,2%. C'est le cas également à l'échelle de la métropole (+ 9%). Le nombre de demandeurs d'emploi de niveau inférieur à un CAP-BEP sont également en nette hausse avec +7,5%. Le phénomène s'observe aussi dans la métropole mais dans une moindre mesure (+2,8%).

Niveau de formation des demandeurs d'emploi de catégories ABC fin 2024



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC en un an selon le niveau de formation



73%

des demandeurs d'emploi ont au moins le niveau Terminale
Ils sont 64% dans la Métropole de Lyon

OFFRE ET DEMANDE D'EMPLOI PAR METIER

Les métiers de la comptabilité, 1^{ers} pourvoyeurs d'offres d'emploi

Définitions

Attention : l'observation des déséquilibres entre offres et demandes d'emploi sur un territoire n'est qu'indicative car les habitants inscrits comme demandeurs d'emploi cherchent également un emploi au-delà des frontières de leur territoire de vie de même que les employeurs cherchent à recruter quel que soit le lieu de résidence des candidats. De plus, il est important de rappeler que France Travail ne capte pas l'intégralité des offres d'emploi. Enfin les offres recensées transmises par un établissement du territoire peuvent parfois correspondre à un lieu de travail situé en dehors. C'est parfois le cas dans les métiers d'assistance auprès d'enfants, d'adultes, des services domestiques, etc.

59 060
offres
d'emploi
enregistrée
en 2024

-17%
en un an
(-18% dans la
métropole)

- L'année 2024 a été marquée par une baisse de 17% du nombre d'offres d'emploi enregistrées par France travail à Lyon. Plus de 59 000 offres d'emploi ont néanmoins été collectées sur le territoire lyonnais (soit la moitié des offres de la métropole de Lyon).
- 22% des offres d'emploi du territoire sont concentrées sur dix métiers. Les métiers de la comptabilité sont les plus pourvoyeurs d'offres d'emploi avec 4,6% du total des offres. Viennent ensuite les métiers de l'installation et de la maintenance d'équipements industriels et d'exploitation, puis la sécurité et la surveillance privées.
- L'analyse des métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi lyonnais fait apparaître au premier rang le magasinage et la préparation de commandes, suivi de près par le nettoyage des locaux. Viennent ensuite, dans des proportions comparables, les études et le développement informatique, la vente en habillement et accessoires de la personne et la mise en rayon libre-service.

Les dix premiers métiers pourvoyeurs d'offres d'emploi en 2024 (13 110 offres soit 22% du total des offres)

	Lyon
Comptabilité	4,6%
Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation	2,9%
Sécurité et surveillance privées	2,4%
Assistance auprès d'enfants	2,0%
Secrétariat	1,9%
Technico-commercial	1,9%
Développement des ressources humaines	1,8%
Services domestiques	1,6%
Conseiller en emploi et insertion socioprofessionnelle	1,6%
Enseignement général du second degré	1,6%

Les dix métiers les plus ciblés par les demandes d'emploi en 2024 (9 060 demandes soit 19 % du total des demandes)

	Lyon
Magasinage et préparation de commandes	2,7%
Nettoyage de locaux	2,5%
Études et développement informatique	2,1%
Vente en habillement et accessoires de la personne	2,1%
Mise en rayon libre-service	2,0%
Communication	1,7%
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	1,5%
Accueil et renseignements	1,5%
Marketing	1,4%
Serveur en restauration	1,4%

RECRUTEMENTS

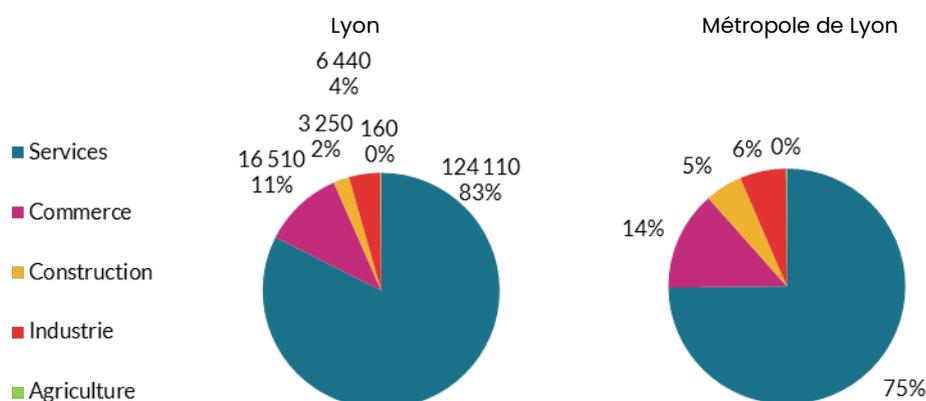
Le commerce maintient son niveau d'embauches

Définitions

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelle que soit la durée du contrat de travail. Ne sont comptés ici que les contrats d'au moins un mois hors intérim.

- 150 470 embauches ont été réalisées sur le territoire de Lyon en 2024. Ce nombre est en recul de 6% par rapport à 2023 (idem dans la métropole).
- Le secteur des services est très largement surreprésenté dans les embauches. Il est à l'origine de 83% des recrutements dans le territoire (75% dans la métropole). Il accuse une baisse sensible des embauches (-7% un an) comme c'est le cas également dans huit CTM sur dix.
- Le commerce arrive au deuxième rang des secteurs qui recrutent. Il concentre 11% des embauches en 2024 (14% dans la métropole). Il est parvenu à maintenir les recrutements à un niveau stable entre 2023 et 2024 alors qu'ils ont baissé de 3% en un an dans la métropole et dans 6 CTM.
- Quatre secteurs concentrent un quart des embauches : la restauration traditionnelle ou de type rapide (14,2% du total des embauches), l'ingénierie et les études techniques (3,3%), l'accueil de jeunes enfants (3,2%) et le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (3,2%).

Répartition des recrutements par grand secteur d'activité en 2024



Les cinq principaux secteurs (NAF 732) recruteurs en 2024

	Lyon		Métropole de Lyon	
	Nombre recrutements	Part dans le total		Part dans le total des recrutements
Restauration traditionnelle	14 188	9,4%	Restauration traditionnelle	6,3%
Restauration de type rapide	7 158	4,8%	Restauration de type rapide	4,4%
Ingénierie, études techniques	4 962	3,3%	Nettoyage courant des bâtiments	3,7%
Accueil de jeunes enfants	4 882	3,2%	Ingénierie, études techniques	2,9%
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	4 823	3,2%	Activités de sécurité privée	2,5%

150 470
recrutements en 2024
soit **49%**
du total de la métropole

-6%
en un an
(-6% dans la métropole)

BÉNÉFICIAIRES DU RSA ET DE LA PRIME D'ACTIVITÉ

Les personnes isolées, public singulier des allocataires du RSA dans Lyon

Cette page a été réalisée grâce à la contribution de la Caf du Rhône



Définitions

RSA : le revenu de solidarité active est une prestation sociale qui répond au double objectif de lutte contre la pauvreté et de réinsertion. Il s'adresse aux foyers les plus en difficultés pour leur garantir un revenu mensuel minimum et pour les accompagner sur le plan social et professionnel. Son montant est modulé selon la situation financière et la composition du foyer. Il peut être majoré s'il s'agit d'un parent isolé. Les ressources du foyer doivent être inférieures à un montant forfaitaire calculé en fonction de la composition du foyer (599 €/mois est le RSA à taux plein pour une personne seule en 2023). Le montant du RSA est égal à la différence entre le montant forfaitaire et l'ensemble des ressources du foyer (revenus d'activité, allocations chômage, aide au logement....).

La prime d'activité peut bénéficier aux travailleurs de 18 ans ou plus, aux étudiants salariés et apprentis, et aux non-salariés sous certaines conditions : de revenu, de résidence ou familiales.

En fonction de leur niveau de ressources déclaré les foyers demandeurs se voient attribuer le RSA seulement, le RSA et la prime d'activité ou la prime

- Fin 2023, Lyon compte 13 860 foyers allocataires du RSA. La part de la population couverte atteint 4,9% soit un taux inférieur au taux métropolitain (6,0%).
- Lyon concentre plus du tiers des bénéficiaires du RSA (34,1%) de la métropole de Lyon
- En cinq ans, le nombre d'allocataires a diminué de 1,7%, alors qu'il a augmenté de 1,6% dans la métropole.
- En ajoutant les bénéficiaires de la prime d'activité, on atteint 10% de la population couverte par l'un et/ou l'autre des dispositifs dans Lyon, un taux proche de celui de la métropole de Lyon (9,6%)
- 63% des allocataires du RSA à Lyon concerne les personnes isolées, soit une proportion assez élevée par rapport aux autres CTM. Les familles monoparentales et les couples avec enfants représentent 35% des allocataires du RSA ; proportion la plus faible parmi les CTM de la métropole.

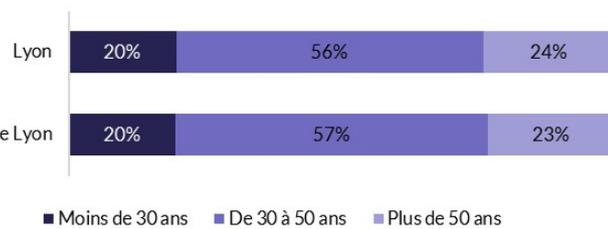
Nombre de foyers allocataires et évolution en cinq ans

	Lyon		Métropole de Lyon	
	Allocataires au 31-12-2023	Evolution en 5 ans	Allocataires au 31-12-2023	Evolution en 5 ans
RSA *	13 860	-1,7%	40 580	+1,6%
Prime d'activité**	41 670		105 940	
RSA et/ou prime d'activité	52 110		137 170	

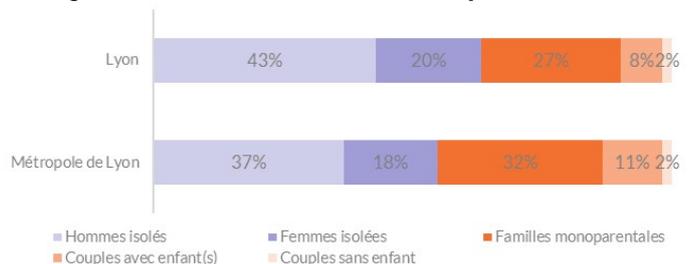
* RSA seul et RSA + prime d'activité

** Prime d'activité seule et RSA + prime d'activité

Répartition des ménages allocataires du RSA selon la tranche d'âge



Répartition des ménages allocataires du RSA selon la composition familiale



13 860

Foyers allocataires du RSA fin 2023

4,9 %

de la population est couverte par le RSA fin 2023

JEUNES ACCOMPAGNÉS PAR LES MISSIONS LOCALES

Un tiers de jeunes touché par des problématiques logement et/ou santé

Cette page a été réalisée grâce à la contribution des Missions locales



Les Missions Locales

Définitions

Le parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) est proposé à tout jeune âgé de 16 à 25 ans suivi par une mission locale, en difficulté et confronté à un risque d'exclusion professionnelle. Il consiste en un accompagnement de 24 mois maximum vers l'emploi et l'autonomie.

Le Contrat d'engagement jeune (CEJ) s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans (ou 29 ans lorsqu'ils disposent d'une RQTH) qui ne sont pas étudiants, qui ne suivent pas une formation et qui présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable. En vigueur depuis le 1er mars 2022, le CEJ propose un accompagnement individuel et intensif pouvant durer jusqu'à 12 mois (15 pour les plus éloignés de l'emploi) comprenant un minimum de 15 à 20 heures d'activités par semaine tout au long du parcours, comprenant des actions individuelles, collectives et en autonomie encadrée. Le CEJ poursuit un objectif d'entrée rapide et durable dans l'emploi. Il remplace la Garantie jeunes. Le CEJ est mis en œuvre par France Travail et les missions locales. Le versement d'une allocation pouvant aller jusqu'à 552 € par mois est proposé en fonction de l'âge du bénéficiaire, de ses ressources ou celles de son foyer et à la condition du respect des engagements de son contrat.

7 140
jeunes accom-
pagnés en 2023

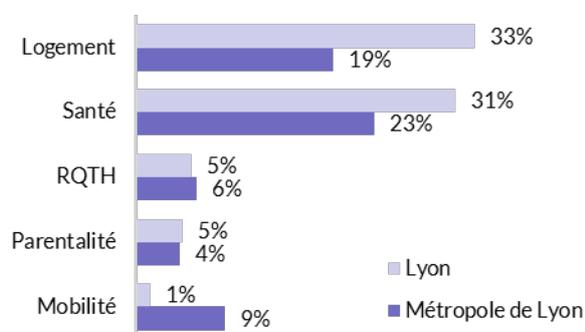
1 050
entrées en CEJ
en 2023

15%
des jeunes
habitent en QPV*

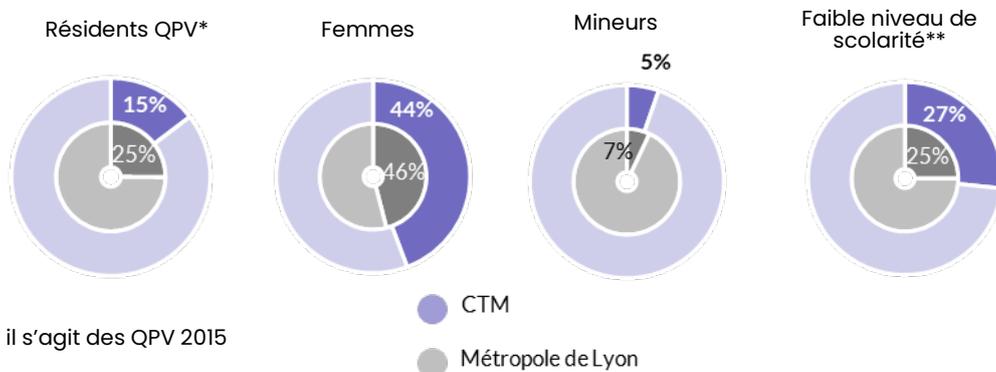
75%
des jeunes n'ont
pas le permis

- 7 140 jeunes Lyonnais sont accompagnés par la mission locale en 2023. Parmi eux, 44% sont des jeunes femmes. La proportion de femmes y est la plus faible avec Val d'Yzeron (44%) et proche de celle observée à Villeurbanne et Plateau Nord (45%).
- 27% des jeunes accompagnés ont un faible niveau de scolarité**. Avec le Val de Saône où le taux atteint 31%, Lyon affiche l'un des deux taux les plus élevés parmi les CTM de la métropole.
- Un tiers des jeunes accompagnés sont confrontés à des problématiques de logement ce qui représente 14 points de plus qu'à l'échelle globale de la métropole (19%). La santé arrive au 2e rang des contraintes les plus fréquemment rencontrées avec 31% de jeunes concernés soit 8 points au-delà du taux métropolitain de 23%.
- Trois jeunes sur quatre n'ont pas le permis de conduire. Ce taux le plus élevé parmi les CTM ne révèle pas une contrainte marquée pour les jeunes lyonnais qui bénéficient d'une bonne desserte par les TC et dont 1% d'entre eux seulement dit rencontrer des problématiques de mobilité. Le constat est le même à Villeurbanne.
- 1 050 jeunes ont signé un contrat d'engagement jeune en 2023.

Problématiques rencontrées par les jeunes accompagnés



Profil des jeunes entrées en contrat d'engagement jeune en 2023



**faible niveau de scolarité (niv. V bis et VI) : sortie en cours de 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire (6e à 3e) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale.

INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Une part importante de femmes accompagnées par les SIAE de Lyon

Cette page a été réalisée grâce à la contribution de la DDETS du Rhône

Définitions

Cinq types de structures composent l'IAE :

Ateliers et chantiers d'insertion (ACI) :

Les salariés dans les ACI sont généralement en début de parcours d'insertion. Ils sont liés à la structure par un contrat de travail à durée déterminée d'insertion (CDDI). Les salariés produisent des biens et services qui sont ensuite commercialisés.

Entreprises d'insertion (EI) :

Les EI répondent aux mêmes règles qu'une entreprise classique, c'est leur finalité sociale qui les distingue de leurs concurrentes. Les salariés sont liés à la structure par un CDDI. Ils intègrent l'équipe de production.

Associations intermédiaires (AI) :

Les AI embauchent des personnes éloignées de l'emploi par le biais de CDDI ou de CDD d'usage. Ces salariés sont mis à disposition d'entreprises, collectivités ou particuliers qui sont liés à l'AI par un contrat de mise à disposition.

Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) :

Les ETTI utilisent le travail temporaire comme support de l'insertion. Les salariés sont liés à l'ETTI par un contrat d'intérim d'insertion et l'ETTI est liée à l'entreprise cliente par un contrat de mise à disposition.

Entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI) :

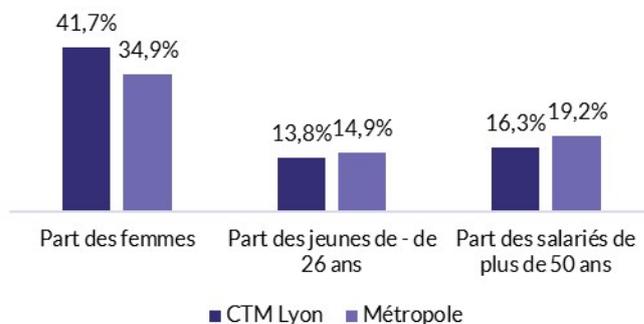
Les EITI accompagnent les bénéficiaires dans la création de leur entreprise et dans sa gestion et proposent des formations et une mise en relation avec des clients.

- L'insertion par l'activité économique (IAE) propose un accompagnement à des personnes éloignées de l'emploi en vue de les aider à intégrer durablement le marché du travail. Les personnes évoluent dans un parcours d'insertion d'une durée de 24 mois en général. Ces établissements font partie de l'économie sociale et solidaire.
- Les structures de l'IAE dont le siège social est à Lyon accompagnent 40% des salariés en insertion de la métropole de Lyon.
- Lyon concentre la moitié des AI de la métropole, 30% des EI, 37% des ETTI et 42% des ACI. Les deux EITI sont à Lyon.
- Les activités du bâtiment et des travaux publics, celle des services d'aide à la personne, et celle du nettoyage et de l'entretien sont les activités les plus présentes, proposées par les structures implantées à Lyon.
- 41,7% des salariés accompagnés sont des femmes, part nettement supérieure à la moyenne métropolitaine.

Types de structures

	Nombre de structures	Nombre de salariés en insertion accompagnés	Part des femmes	Part des jeunes de - de 26 ans	Part des salariés de plus de 50 ans
CTM Lyon	27	2 510	41,7%	13,8%	16,3%
ACI	9	1 000	38%	19%	17%
AI	4	680	55%	7%	18%
EI	9	490	38%	14%	16%
ETTI	3	280	24%	13%	4%
EITI	2	60	61%	0%	32%
Métropole	70	6 250	34,9%	14,9%	19,2%

Profil des salariés en insertion dans l'IAE en 2023



27

structures en 2023

2 510

salariés en insertion en 2023

41,7 %

de femmes parmi les salariés en inser-



Nous remercions l'ensemble des partenaires fournisseurs de données, en particulier :

- France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,
- la CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne,
- la CMA Lyon-Rhône

qui ont réalisé des traitements spécifiques pour ce document.

Directeur de la publication : **Damien Caudron**
Réfèrent : **Vincent COUTURIER** – v.couturier@urbalyon.org

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme